

MET ALS NEDERLANDS - TALIGE BIJLAGEN

- Stellingen over de rol van de Kommunistische Partij in de proletarische revolutie

AANNEEMEN DOOR HET II KONGRES VAN DE KOMMUNISTISCHE INTERNATIONALE, 1928

- Opnieuw wilde havenstaking in Rotterdam

le prolétaire

parti communiste international

Ed Resp :
Monsieur Arnouldy
258, rue de la Jar-
dinière
ANGLEUR

20f SUPPLEMENT N° **7** pour la **Belgique**

- RIPOSTE DE CLASSE FACE A L'AUSTERITE CAPITALISTE
- LRT, AMADA, Protagonistes du prochain conflit impérialiste
- les leçons de la grève 60 - 61
- contre la fiction démocratique
- un débat à Anvers : difficultés dans l'organisation des luttes ouvrières
- quelques notes sur Salik, la grève au port de Rotterdam
- non au contrôle de l'immigration

RIPOSTE DE CLASSE FACE A L'AUSTERITE CAPITALISTE

La situation sociale en cette rentrée de septembre est une parfaite illustration de l'impossibilité pour le capitalisme de réaliser ce qu'il prétend être son objectif : l'amélioration du sort de tous, une plus grande justice, une plus grande harmonie entre les hommes. Bref, il ne parvient pas à gommer les barrières de classe et en période de crise économique celles-ci ne peuvent que se révéler avec encore plus de force.

En effet alors que le gouvernement Martens-Spitaels s'est fixé depuis son investiture trois objectifs : réforme de l'Etat (régionalisation), assainissement des finances publiques et restauration d'un certain consensus social; force est de constater qu'il n'y parvient pas ou que s'il se rapproche de certains de ses buts (notamment les fameuses économies de fonctionnement de l'Etat, services publics ...) c'est en renforçant encore un peu plus l'austérité dont la classe ouvrière est la première victime.

Mais voyons un peu plus en détail, ces trois objectifs gouvernementaux, que les socialistes présentent comme une politique de compromis (1) :

1 - la régionalisation:

Les partis nationaux ou régionalistes sont arrivés à un compromis, la question communautaire apparaît de plus en plus comme une diversion, une véritable solution est exclue pour des raisons historiques, résultant des conditions dans lesquelles s'est constitué l'Etat belge. On continuera donc de tourner en rond sur ce problème. (2).

2 - Assainissement des finances :

Là, les choses sont plus "concrètes", il s'agit de réduire le salaire différé versé aux travailleurs à travers les prestations sociales, c'est une attaque directe contre la classe ouvrière, on peut aussi s'attendre à l'augmentation des tarifs des services publics, des impôts directs et indirects

3 - Le consensus social :

C'est ici qu'intervient la série des entretiens et autres "concertations" entre "partenaires sociaux". Le marchandage mis au point par le gouvernement dominé par les deux frères ennemis (CVP-PSB) est simplement présenté : généralisation des 38 heures hebdomadaires, primes aux employeurs à l'embauche de nouveaux salariés et modération salariale. Même le PCB a dénoncé la manoeuvre sans égard pour les socialistes, en parlant de "concertations pièges" (Drapeau Rouge du 6 Septembre) mais en se contentant d'indiquer que "Pourtant des voix s'élevaient élevées ... pour insister sur la nécessité de mobiliser, au plus tôt, ouvriers et employés afin de mettre en position de force les négociateurs syndicaux ...". Mais qui donc, messieurs du PCB, va mobiliser les travailleurs : la FGTE et la CSC alors que le PSB et le CVP se partagent le gouvernement ? Ou bien une vague conciliation alliant des "syndicalistes de combat" de la CSC et de la FGTE, le groupe "Tribune socialiste", le MOC, le PCB et peut être la LRT ?

Mais pendant que les partis bourgeois et leurs valets réformistes accomodent ensemble la sauce à laquelle doit être mangée la classe ouvrière, et que d'autres soi-disants "plus à gauche", se lamentent sur l'absence de mobilisation, ce qui revient à y ajouter un peu de piquant, le patronat, conscient des faiblesses ouvrières, se lance dans une grande campagne visant à "réduire les coûts de production", entendez par là, le refus de réductions d'horaire, l'accélération des restructurations donc du chômage et des licenciements, la remise en cause de l'index, des allocations chômage, du 14^e mois d'allocations familiales ..

Cette offensive portera ses fruits si elle ne rencontre pas de résistance de la part de la classe ouvrière. De la classe et non pas des partis et dirigeants syndicaux qui prétendent la représenter. Ce qui retient aujourd'hui encore la bourgeoisie dans l'accomplissement brutal de ses projets, c'est l'explosion sociale qu'ils pourraient amener. En effet, ici et là les travailleurs commencent à s'organiser pour la défense de leurs conditions de vie et de travail. Le plus souvent, ils en viennent rapidement à affronter, non seulement le patronat, mais aussi l'Etat et les dirigeants syndicaux réformistes. Dans ces

1 - C'est ce qu'explique Cools, président du PSB, dans le "Peuple" des 8 et 9 septembre : "La politique économique, financière et sociale du gouvernement n'est pas une politique socialiste, c'est une politique de compromis entre familles politiques" (Sic) En réalité ne sont-ils pas tous de la même famille ?

2 - J. Gayetot, secrétaire de l'interrégionale wallone FGTE s'est ainsi exprimé à la radio le 12.9. : question de l'intervieweur "Vous n'avez pas parlé de l'agitation communautaire..?" Réponse : "En effet, c'est volontaire, certains s'acharnent à créer des problèmes linguistico-culturels..." Question : "Mais la régionalisation ne vous paraît-elle pas un objectif prioritaire?" Réponse : " Que si, plus que jamais ... Il s'agit de réorganiser (suite de la note page suivante).

conditions, alors qu'aucun parti opportuniste ne peut prétendre qu'il est capable d'empêcher l'éclatement de luttes, il y a là un sérieux danger pour la bourgeoisie (3).

Certes le réformisme et l'opportunisme disposent de nombreux moyens pour freiner les explosions et les colères ouvrières et ensuite les paralyser, quand ce n'est pas pour canaliser les énergies prolétariennes sur des voies bourgeoises (comme le fédéralisme dans la grève 60-61). Ils y parviennent surtout à cause de l'émièttement de la classe après 50 ans de contre-révolution. Cependant la crise ouvre une autre perspective, celle de la reprise des luttes.

Mais la classe ouvrière pour pouvoir remporter des succès, ne serait-ce que dans sa lutte contre l'austérité capitaliste (sans parler de sa lutte révolutionnaire) doit retrouver le chemin de l'organisation en classe : des combats épars et partiels d'aujourd'hui, il faut que naisse un réseau regroupant les travailleurs d'avant garde, syndiqués ou non, sans préalables politiques. Parallèlement, il faut que le petit noyau de Parti Communiste Mondial que nous formons étende son influence et se renforce au sein des luttes de la classe.

Dans ce combat, le refus de l'austérité capitaliste, de la "modération salariale", de la réduction du temps de travail avec perte de salaire correspondant à la baisse des allocations chômage, tient une place capitale.

Il faut aussi avancer des revendications de classe :

- FORTES AUGMENTATIONS DE SALAIRE, PLUS IMPORTANTES EN BAS DE L'ECHELLE.
- REDUCTION DRACONNIENNE DU TEMPS DE TRAVAIL (35 HEURES), SANS PERTE DE SALAIRE.
- SALAIRE INTEGRAL AUX CHOMEURS.

Seule LA GREVE SANS PREAVIS NI LIMITATION PREALABLE DE DUREE, avec piquets et auto-défense ouvrière peut permettre la satisfaction de ces revendications. Cette lutte doit forcément se dérouler contre les partis soi-disants ouvriers (PC-PS) et les appareils syndicaux (FGTB-CSC) et avec la plus grande méfiance à l'égard de leurs variantes de "gauche" : Tribune socialiste, LRT, Amada ... qui chercheront à empêcher la rupture radicale entre la classe et l'opportunisme qui ont déjà montré leur impuissance dans les luttes qui se sont déroulées ces dernières années.

C'est avant tout sur eux-mêmes que doivent compter les travailleurs d'avant garde en tirant les leçons de chaque lutte, en renforçant leur cohésion, en préparant chaque nouvelle grève, en prônant des objectifs et des méthodes de classe et notamment en défendant la nécessité d'organisations de classe ouvertes - c'est à dire sans préalables politiques - pour la lutte immédiate.

Cela ne peut être réalisé sans difficultés, aux avancées succéderont parfois de brusques reculs et de nouvelles avancées se produiront ... Mais il doit être clair que la classe ouvrière ne pourra s'émanciper par la révolution prolétarienne communiste et internationale que si renaît dès à présent, au coeur même de la grande crise économique capitaliste, un réseau organisationnel de classe pour les luttes revendicatives et immédiates. Les communistes révolutionnaires doivent favoriser cette renaissance, y travailler d'arrache pied, ce n'est que de cette manière que le Parti de Classe pourra gagner la direction du prolétariat, diriger l'assaut révolutionnaire et la dictature prolétarienne, nécessaires à l'émancipation prolétarienne, pour l'abolition du salariat, pour le communisme !

-
- 2 - l'Etat belge de manière équilibrée ..." Bref le baratin habituel des marchands d'illusions fédéralistes. Voir aussi la "Libre Belgique" du 6.9. : "la priorité doit être donnée aux problèmes économiques et sociaux. Tous les partis gouvernementaux, sauf le FDF, sont d'accord pour le reconnaître." (Editorial).
 - 3 - J. Gayetot le dit dans l'interview déjà cité : " Je crains en effet que si l'on ne s'oriente pas clairement vers une politique économique et sociale qui change le cours actuel des choses, qui protège les faibles et pénalise les forts ... que l'on aille vers un inévitable affrontement social.

Si nos positions vous intéressent,
Venez discuter à nos permanences :

CAFE DE LA REGENCE
Pl F. Cocq
1050 - BRUXELLES

Chaque second lundi du mois
de 19 h 30 à 21 h 30

LRT, AMADA, Protagonistes du prochain conflit impérialiste

La crise économique qui s'approfondit nécessite, pour la bourgeoisie, le renforcement de l'austérité pour la classe ouvrière et l'aggravation des conditions de vie déjà misérables dans les pays arriérés. Et ceci s'accompagne de la répression de toutes les ripostes prolétariennes, répression d'autant plus féroce que chaque bourgeoisie et chaque impérialisme voit se multiplier les explosions sociales menaçant le statu quo. Mais, si la lutte des classes gronde, le spectre de la guerre mondiale gronde aussi. La bourgeoisie n'a pas mis fin à cette crise et n'y mettra fin que par une guerre. Les contradictions de l'économie capitaliste s'aiguisent de plus en plus, et, le temps des conquêtes de marchés "vierges" étant pratiquement clos, on assiste actuellement à une myriade de conflits locaux qui sont la suite de la guerre économique, mais aussi le prélude à une guerre militaire. Seule une troisième guerre mondiale, détruisant les forces productives, pourrait donner un nouveau souffle au capitalisme et prolonger encore une fois son agonie. C'est pourquoi, on assiste à une véritable course aux armements, accompagnée bien entendu de conférences de désarmements et de touchants appels à la paix auxquels se joignent en chœur les opportunistes de tous poils. C'est ainsi que l'on peut voir, en Europe, les PC, PS nationaux, crier Haro sur la course aux armements, mais mener parallèlement des campagnes chauvines rejetant la faute de la crise sur la bourgeoisie du pays voisin, dénoncer, en paroles, la politique de la bourgeoisie mais casser, dans les faits, les luttes des prolétaires combattant contre les mesures d'austérité, pleurer sur le sort des immigrés, mais attiser le chauvinisme en demandant le contrôle de l'immigration. En un mot, préparer les prolétaires à se battre pour le compte de leur bourgeoisie, pour la survie du capital qui leur suce le sang.

Face à la préparation du troisième conflit mondial, que propose "l'extrême-gauche" ? Nous allons prendre l'exemple de la LRT et d'Amada et montrer combien, à leur corps défendant, leurs positions sont similaires.

En cas de conflit, la LRT, "ne pourrait rester neutre sous prétexte que le pouvoir en URSS et en Chine sont réactionnaires". Car "Les USA sont les garants de l'ordre mondial, et ce avec tous les moyens qui sont à leur disposition (Politiques, économiques et militaires)". Après avoir cité quelques exemples d'interventions militaires des USA, la LRT en déduit "la course aux armements menée par Washington vise donc à alimenter sa politique agressive et expansionniste" ... "la question est différente lorsqu'il s'a-

git de l'URSS et de la Chine ou de Cuba" poursuit-elle et, sans perdre son sang-froid, elle ajoute que "bien qu'on ait vu ces pays employer leur armement dans un but clairement contre-révolutionnaire (Et comment donc ! NdR), on ne peut pas les mettre sur le même plan que les pays capitalistes et impérialistes. L'URSS et la Chine représentent des acquis fondamentaux de la classe ouvrière internationale et ce, quelle que soit leur déformation" (Souligné par nous, NdR).

"La propriété privée y a été abolie, la bourgeoisie y a perdu le pouvoir. Ils ne sont pas poussés par une force interne à conquérir de nouveaux marchés. L'accroissement et la perfection de leur armement répond avant tout à des objectifs de défense"...etc... (La Gauche n°21-24 mai 79). N'en jetez plus messieurs ! vos perles feraient rire un enfant de six ans, si le sujet prêtait à rire. Comment un pouvoir en place peut-il avoir des buts contre-révolutionnaires et diriger une économie socialiste?

Rappelons brièvement quelle était la vision de Lénine sur la révolution d'octobre et ses perspectives. Pour Lénine, deux raisons principales empêchaient la réalisation du socialisme en Russie. D'une part, l'impossibilité du socialisme dans un seul pays: "La Révolution russe est capable de vaincre car le prolétariat avec la paysannerie révolutionnaire peut constituer une force invincible. Mais elle ne peut maintenir sa victoire car dans un pays où la petite exploitation connaît un développement considérable, les petits producteurs de marchandises (paysans compris) se retourneront inévitablement contre le prolétariat lorsque, de la liberté, il voudra passer au socialisme". (Lénine - Rapport sur le congrès d'unification du POSDR mai 1906, œuvres tome 10 - p. 347). D'où l'importance vitale de l'aide de la révolution en occident sous peine d'une restauration politique de la bourgeoisie. Et d'autre part, impossibilité du socialisme, vu l'arriération économique du pays. D'où la nécessité de prendre en charge des tâches bourgeoises, d'y développer le capitalisme sous contrôle prolétarien pour jeter les bases du socialisme. La nationalisation n'avait rien, aux yeux de Lénine, d'une mesure socialiste en soi. La Révolution en occident échoua. Et, plus tard, la trahison de Staline fut de déclarer le socialisme dans un seul pays possible et de faire passer toutes ces mesures comme communistes. Soixante ans après, qu'est-ce qui permet de montrer le passage de l'état politiquement communiste mais économiquement capitaliste, sous Lénine, à celui d'un état économiquement socialiste et politiquement réactionnaire ? comme voudraient le faire croire les trotskystes ! Y a-t'il eu abolition de l'épargne, de l'héritage, du salariat, de la monnaie... ? *

C'est donc de la nature capitaliste de l'URSS que découle sa politique extérieure, ses interventions (armées ou non) pour protéger ses chasses gardées et même les agrandir, et ce " au prix d'interventions clairement contre-révolutionnaires " . Et si l'URSS est plus faible que les USA, elle n'en est pas moins un impérialisme et, l'endettement des pays d'Afrique, par exemple, vis à vis de l'URSS est loin d'être négligeable. La course aux armements de l'URSS, qui, n'en déplaise à la " très bonne foi de la LRT ", ne consiste pas seulement en un armement de défense, ne vise donc pas moins que les USA à régler cette crise par un troisième conflit mondial. Solution obligatoire pour le capitalisme pour prolonger son pouvoir. Tout comme elle l'a fait lors du second conflit mondial, en soutenant le bloc démocratique contre le fascisme, alors qu'il ne s'agissait que d'un prétexte pour enrôler plus facilement le prolétariat dans une guerre de rapaces (On les a vus à l'oeuvre, les très démocratiques USA, la France en Algérie, l'Angleterre en Afrique noire et en Asie, etc...), La LRT s'appête encore à perpétuer l'assassinat du prolétariat.

A propos, avec quelles contorsions la LRT choisit-elle de soutenir " l'état ouvrier " russe face à " l'état ouvrier " chinois ? Et comment la IVe internationale va-t-elle maintenir son unité avec un tel internationalisme ? Et c'est pourtant sans vergogne que leur article conclut : " la seule façon d'être réaliste par rapport au problème des armements en tous genres, c'est d'attaquer le mal à sa source : le système capitaliste qui nourrit une politique d'agression et d'expansion " ...

Quant à Amada, son objectif est : " L'Europe de l'ouest doit mener une politique étrangère commune pour protéger son indépendance face à l'agression russe " , avec l'alliance de l'Europe et de la Chine car, " aujourd'hui, le danger du fascisme et de la guerre vient exclusivement de l'URSS " . (TPO 21 mars 79) . Il serait trop long, dans le cadre de cet article, de traiter la question de la nature, également capitaliste, de la Chine. Pour cela, nous renvoyons le lecteur à notre revue Programme communiste, n°72 : " Chine : La Révolution bourgeoise a été faite, la Révolution prolétarienne reste à faire ". Rappelons simplement la dernière intervention de la Chine au Vietnam, son soutien au Shah d'Iran, à Mobutu, à Pinochet... Et contre Amada qui met en avant le principe de non-ingérence dans les affaires d'un autre pays, rappelons que ce n'est pas un principe communiste, et qu'il est, au contraire, du devoir d'un pays au pouvoir prolétarien de dénoncer ces régimes et, s'il en a la force, d'apporter un soutien matériel aux prolétaires de ces pays. Finissant par passer l'éponge sur la nature d'un prochain conflit mondial, Amada appelle à l'alliance de la Chine et de l'Europe,

parce que, pour ces spécialistes de la tactique, l'essentiel est d'abattre l'ennemi principal d'abord - l'URSS, pour la circonstance. Il suffit pourtant d'ouvrir un peu les yeux, pour voir que les USA sont les maîtres du monde. C'est ainsi qu'Amada, doutant même de la capacité de la bourgeoisie à se défendre correctement, appelle le prolétariat à participer à la construction de la défense nationale. Mais, démocratie oblige, appelle à l'armement de chaque citoyen, à l'exemple de la Suisse et de la Yougoslavie : " Il est impossible de soumettre, pendant une longue période, un peuple qui est aussi bien préparé à la défense nationale tant sur le plan politique que militaire " . (TPO - 23 mai 79) . Or, l'organisation armée autonome de la population est impossible " parce que la société civilisée est scindée en classes hostiles et, qui plus est, irrémédiablement hostiles, dont l'armement " autonome " entraînerait une lutte armée entre elles " . (Lénine - oeuvre tome 25 p. 422). Si l'armée surmonte la contradiction entre sa composition sociale et son rôle qui est de mater et de maintenir l'exploitation du prolétariat, ce n'est que grâce au terrorisme disciplinaire, dont l'efficacité n'est plus à démontrer.

Bravo! donc pour la Suisse et la yougoslavie qui se permettent une milice populaire " bien armée militairement et politiquement " à défendre les intérêts de leur bourgeoisie et de l'impérialisme européen. Mais, ne nous faisons pas d'illusions. Toutes les garanties sont prises ! et la bourgeoisie suisse ne court certainement pas au suicide en cas de révolte prolétarienne. D'ailleurs, l'armée de métier n'est pas là pour rien.

L'argument d'Amada est donc la nécessité de s'unir à l'impérialisme le plus faible pour abattre le plus fort. Mais, tant que vivra l'impérialisme, il n'y aura jamais une égalité entre tous ces rapaces. La classe ouvrière doit-elle toujours s'allier, au gré de la conjoncture, avec l'impérialisme le plus faible (qui n'en est pas moins féroce !), en attendant le jour où elle aura la force de les abattre tous ? Comment pourra-t-elle avoir la force de la solidarité internationale indispensable, après les campagnes chauvines renforcées par tous ces partis qui la divisent ?

Lorsque la Russie intervient en Afrique dans les chasses gardées de l'occident, qu'est-ce qui peut justifier de soutenir l'impérialisme déjà en place ? Pour les masses opprimées, peu importe que ce soit l'impérialisme le plus faible qui les opprime. C'est un ennemi à abattre avec l'aide des prolétaires de la métropole.

*Voir notre revue Programme Communiste n° 74 " La nouvelle constitution soviétique. Un nouveau pas dans l'aveu de la nature capitaliste de l'URSS " .

les leçons de la grève 60-61

Pourquoi cet article sur cette grande grève générale près de 20 ans après ? Il nous a semblé que nous devions revenir, dans le cadre de ce supplément pour la Belgique au Prolétaire, sur les grands événements historiques qui ont marqué durablement la classe ouvrière de ce pays. C'est ainsi que nous avons eu l'occasion d'analyser dans quelles conditions s'était formé le Parti Communiste en Belgique (en 1920 - Note 1) et que nous essayons aujourd'hui de tirer un bilan de la grande grève 60-61 dont les conséquences se font toujours largement sentir.

Rappelons d'abord brièvement quels furent les motifs et l'ampleur de cette grève. Sans aucun doute, cette grève qui dura cinq semaines (en Décembre 60 et Janvier 61), qui toucha jusqu'à 1 000 000 de travailleurs (2), où l'on recensa 1350 actes de sabotages, où l'on assista à des cortèges massifs de travailleurs (10, 20 et même 40 000) le plus souvent pacifiques - mais parfois violents, surtout sur la fin de la grève - où les forces de l'ordre "démocratique" assassinèrent des grévistes désarmés et où l'armée fut à certains endroits mise en alerte pour "protéger" les édifices publics; cette grève formidable accomplie par une classe ouvrière unie par dessus les barrières linguistiques, surprenant les états majors politiques traditionnels aussi bien que les appareils syndicaux, fut provoquée par les conséquences, catastrophiques pour la classe ouvrière, d'une crise de l'économie nationale, aggravée par la perte du Congo.

Cette crise économique marquait déjà la fin d'un rêve réformiste, entretenu depuis la fin de la deuxième guerre mondiale par la fameuse "prospérité" qui prend appui sur les terribles destructions amenées par toute guerre impérialiste : celui d'une progression vers le bien être de tous (patrons comme ouvriers) qui pourrait s'effectuer sans difficulté pourvu que les partenaires sociaux puissent s'entendre et les "injustices" être résorbées.

Mais la réalité capitaliste est tout autre, la récession économique qui avait tout d'abord atteint le borinage (crise charbonnière en 1957) concernait en 1960 l'ensemble du pays : production ralentie, déficit de la balance commerciale, etc ... Pour pouvoir continuer à fonctionner, la machine productive capitaliste, ne pouvant plus compter sur le pillage du Congo, se voyait dans l'obligation de procéder à de sérieuses restructurations qui signifiaient pour la classe ouvrière CHOMAGE, LICENCIEMENTS et AUSTERITE !

Et cette classe ouvrière que certains croyaient définitivement endormie, s'est brusquement réveillée, comme un volcan retrouvant son activité. L'ordre social en fut sérieusement ébranlé, mais malheureusement l'énergie déployée par les travailleurs fut dans l'ensemble perdue car il lui manqua une direction. La bourgeoisie et l'opportunisme (notamment en introduisant le fédéralisme) en tirèrent les leçons. Quant à nous, à l'époque, nous soulignons déjà la portée des événements :

"Sur notre vieille Europe abîmée dans les niaiseries bourgeoises et les fastes mercantiles du Noël laïque et chrétien, les prolétaires belges en lutte viennent de faire passer un souffle d'air frais. Après l'écroulement de l'Empire sous les coups des congolais, rien ne pouvait plus empêcher la lutte prolétarienne de s'enflammer dans la métropole, tombée bien avant déjà dans la décadence économique. La fameuse muraille de Chine du capitalisme belge, cette barrière qui sépare la bouillante Wallonie de la Flandre catholique et conformiste est restée impuissante : si elle ne s'est totalement écroulée, elle montre du moins de larges brèches. Rien, ni la trahison ouverte des appareils syndicaux chrétiens, ni les temporisations cachées des socialistes, n'a pu empêcher les prolétaires belges durement frappés par le Capital de retrouver l'unité de classe depuis si longtemps perdue et de déclencher le mouvement social le plus puissant que la Belgique ait, parait-il, connu depuis 1923. Prolétaires d'Europe qui les admirez et en êtes encore à souffrir de vos propres divisions, ne croyez pas que vos frères de Belgique possédaient un secret spécial, qu'il y ait eu là-bas d'autre miracle que celui de l'action directe ! L'unité ne vous semble lointaine, voire impossible, que parce que vous vous résignez à l'inaction ou à des mouvements fragmentés, dérisoires : revenez à l'action directe, et vous lui verrez faire des pas de géant, en quelque pas que vous soyez, tout comme en Belgique, plus peut être qu'en Belgique, où le Capital a en sa faveur la division linguistique. Il n'y a pas d'autre unité de classe possible que l'unité de lutte!"

1 - Voir les suppléments N° 2, 3, 5 et 6.

2 - Au point le plus fort de la grève, on compte 340 000 grévistes, le 5 janvier; au total 5 247 133 jours de travail furent perdus pour le Capital !

LES PREMISES DE LA GREVE GENERALE

Lors de la "libération", les travailleurs de Belgique, tout comme leurs frères de classe de France, d'Italie ... enchaînés au char de la "reconstruction" nationale conduit par l'ensemble des partis bourgeois et soi-disants ouvriers (PC compris). Une fois les difficultés de l'après guerre résorbées, le capitalisme s'engagea, en Belgique comme ailleurs, dans une période de "prospérité", dont les miettes furent distribuées au prolétariat : en apparence les prolétaires voyaient leur sort amélioré, ils accédaient à un niveau de vie supérieur (bien qu'il faille le plus souvent compter sur deux salaires au lieu d'un dans une famille pour y arriver) et cette période fut aussi celle de la "paix sociale", d'un renforcement du réformisme et d'une intégration accélérée des organisations "ouvrières" à l'Etat bourgeois. Il y eut bien en 1950 des grèves sur "la question royale" mais elles n'avaient pas d'autre sens que celui de la défense de la démocratie "représentative" face aux "prétentions royales" et ne constituaient donc pas un mouvement de classe. C'est dans le courant des années 50 que les syndicats et plus particulièrement la FGTB, s'attachèrent à proposer à la bourgeoisie un certain mode de développement de l'économie capitaliste qui devait concilier les intérêts du prolétariat et de la bourgeoisie, sans mettre en danger donc l'économie nationale, prétendant au contraire la développer encore plus rapidement. En 1954, la FGTB adopta en congrès extraordinaire, un plan économique et financier très élaboré et très précis qui prétendait substituer à l'économie de libre entreprise une régulation d'ensemble qui aurait poursuivi trois objectifs :

- + le "plein emploi"
- + une "répartition équitable du revenu national"
- + l'"amélioration du niveau général de vie".

Ce plan préconisait une planification souple, d'ailleurs appliquée peu après à l'électricité et le Parti Socialiste adopta ce programme par la suite.

En fait, ces objectifs, qui sont toujours avancés sous une forme ou sous une autre par les partis et organisations réformistes, ne peuvent jamais connaître qu'un début de réalisation en période de "prospérité" générale. En effet, sous le régime capitaliste, il n'est pas possible de concilier de façon durable les intérêts des deux classes fondamentales de la société : le prolétariat et la bourgeoisie, intérêts qui sont essentiellement antagonistes. Si ces objectifs apparaissaient donc comme réalisables à plus ou moins long terme au milieu des années 50, la crise économique bien présente dans les années 60-61, leur enlevaient toute réalité et leurs fonctions étaient alors surtout de mystifier le prolétariat, et de l'engager par démagogie, mensonge, par le poids des illusions démocratiques, pacifistes, répandues par la société bourgeoise elle-même, à donner sa confiance, ses voix aux organisations réformistes et opportunistes.

Si malgré tout, les ouvriers sérieusement encadrés par la CSC, la FGTB, et le PS, s'engagèrent, dès la recession économique, dans l'action de classe, en utilisant la grève contre les licenciements et l'austérité, c'est que le retournement de la conjoncture (de la prospérité à la recession) fut assez brusque et qu'il provoqua de ce fait la perte de certaines illusions chez les travailleurs, en même temps qu'un désarroi chez les organisations réformistes qui ne parvinrent à rétablir leur contrôle sur la classe ouvrière qu'en propulsant en avant leur tendance de "gauche" : le "Renardisme". Il faut dire que coups sur coups la réalité s'imposa, au delà des mythes :

- 1957 : crise du charbon, des dizaines de milliers de licenciements
- 1959 : l'austérité se généralise, des grèves ont lieu dans l'électricité, les transports en commun mais restent contrôlées par les appareils syndicaux
- 1960 : les événements du Congo portent un sérieux coup au capitalisme belge, le gouvernement prépare une série de mesures contre la classe ouvrière : la loi "unique"

Quel est donc le contenu de cette fameuse loi ? Elle prévoit :

- des subventions aux capitalistes
- des impôts nouveaux sur les travailleurs
- une baisse des allocations chômage
- une baisse de la pension des agents des services publics et une augmentation des cotisations.
- une mise en cause du statut des agents communaux.

Il s'agit donc d'une attaque en règle contre les travailleurs et il était clair que la réponse devait se dérouler sur un terrain de classe, notamment par la grève. (3). Seulement pour le PS et l'appareil de la FGTB, cette "loi unique" devait permettre une agitation verbale et parlementaire afin de faire tomber le gouvernement (le seul "responsable" !) et de ré-introduire le parti soi-disant "ouvrier" au pouvoir (jeu classique de la démocratie parlementaire, où la grève est considérée comme un moyen de "pression" qu'il faut savoir manier avec pondération : grèves d'avertissement, partielles, locales etc ..). C'est la classe ouvrière elle-même qui va spontanément briser les règles du jeu démocratique et bousculer le calendrier des "actions" contre la "loi unique" préparé par l'appareil de la FGTB. D'une certaine manière, on peut dire que ce dernier s'est trouvé complètement désarçonné par le cheval qu'il avait l'habitude de mener sans difficulté : la classe ouvrière. Celle-ci, en effet, ne se contenta nullement du plan établi par les bureaucrates syndicaux, les mêmes qui avaient signé début 60 un pacte "social" qui les obligeait à "renoncer à toutes autres revendications de nature sociale au niveau national et interprofessionnel jusqu'à fin 62" (4) et qui, quelques mois plus tard, invitaient les travailleurs à "manifeste" contre la "loi unique" en

3 - Comme aujourd'hui, face à la crise généralisée du système capitaliste, il est indispensable que les travailleurs renouent avec des méthodes et des objectifs de classe.

considérant la grève comme "un moyen ultime" (5). Cette conception collaborationniste fut vite balayée :

+ le 21 Novembre la FGTB organise les premiers débrayages contre la "loi unique", 50 000 travailleurs font grève deux heures, c'est un avertissement.

+ le 3 Décembre, André Renard en conclue qu'il "faut remettre cela" en Décembre, mais à l'échelle de toute la Wallonie et de certains centres industriels flamands :

+ le 14 Décembre, dans de nombreuses régions industrielles de Wallonie, des centaines de milliers de travailleurs adresseront au gouvernement en place, à la bourgeoisie qui le soutient et au patronat qui l'inspire, un solennel avertissement en suspendant le travail pour une demi-journée.

Comme on le voit, on est encore loin de la grève générale, du moins c'est ce que pensent les bonzes.

+ Le 14 Décembre, la grève est très suivie, à Liège un meeting rassemble 50 000 travailleurs et c'est de cette assemblée que partent des slogans réclamant la grève générale; Renard annonce alors qu'il en "proposera le principe" au conseil national de la FGTB. Dès lors, les différentes forces politiques comprennent que les travailleurs veulent en décou-

- la FGTB : le comité national se prononce à la majorité contre la grève générale, cependant une forte minorité veut l'organiser, mais pour plus tard ...

Seule la CGSP a déjà lancé des consignes de grève pour la semaine suivante.

- le PS, se tait, il laisse le devant de la scène à la FGTB.

- le PC, se prononce pour la grève, visiblement il entend profiter des hésitations socialistes pour gagner la confiance des travailleurs, sans pour autant faire courir des risques réels au Capital, car il a depuis longtemps cessé d'être un parti révolutionnaire (6)

- les partis ouvertement bourgeois réaffirment leur soutien au gouvernement alors que la CSC se refuse de "combattre en bloc" la "loi unique"...

Le déclenchement de la grève s'effectuera le 20 Décembre, jour où la "loi unique" commence à être discutée au parlement. Un peu partout la grève éclate : aux ACEC de Charleroi, le PC provoque le démarrage de la grève et celle-ci s'étend immédiatement bien au-delà de son influence. Les ouvriers communaux se sont lancés unanimes dans la lutte, les éboueurs cessent le travail, le port d'Anvers est touché, les dockers avec leur comité d'action se rendent devant le local du syndicat socialiste où ils brisent les vitres et défoncent les portes alors que les délégués syndicaux leur demandent de rester au travail en attendant les mots d'ordre de la centrale syndicale.

Partout, le tableau est le même : les ouvriers de toutes branches entrent en lutte contre l'avis des délégués (sauf pour les communaux appelés par la CGSP à faire grève). A Cockerill Ougrée, les ouvriers revendiquent la reconnaissance de la grève par l'organisation syndicale (7), les délégués cèdent en déclarant "toute responsabilité quant au résultat et à la poursuite de la lutte". Ainsi la grève s'étend et à certains endroits les syndiqués chrétiens ou libéraux se joignent au mouvement.

Anvers, Liège, Charleroi, Bruxelles, Mons, Namur, Gand, Verviers, la grève est générale et au "finish" !

Les leaders syndicaux sont mis devant le fait accompli par les travailleurs mais s'ils sont ainsi sérieusement déconsidérés, il n'existe pourtant pas d'alternative claire et il leur est quand même facile de reprendre le contrôle du mouvement.

Nous verrons dans la suite de cet article comment s'est accomplie cette reprise en mains et nous examinerons plus particulièrement le rôle qu'a joué la fraction "renardiste" de la FGTB. Ce dernier point est important car il permet de comprendre quel est le rôle mystificateur des leaders de "gauche" ou de "combat" de la FGTB, des mots d'ordre de "réformer les structures", du fédéralisme ... toutes choses découvertes dans cette grève et qui ont depuis empoisonné la classe ouvrière.

Mais nous ne pouvons pas résister à la tentation de souligner dès maintenant la stupide version de la grève donnée à l'époque par le trotskisant Mandel, version qui fait bien entendu le jeu du PSB et de la direction de la FGTB, surtout après coup. Mais n'est ce pas le rôle du centrisme, de ces faux communistes, flancs garde de la vieille social-démocratie belge ? Voyons donc (8) :

"Tout en soulignant que les travailleurs ont préféré faire grève pendant trente deux jours

-
- 4 - Il est fait allusion ici aux miettes concédées, en contre partie, par le gouvernement et le patronat, par ex. le double pécule de vacances.
 - 5 - Le pacte social sus indiqué fut adopté à une très large majorité par le comité national de la FGTB et seulement une petite minorité s'y opposa (notamment la CGSP). Quant à Renard, il se rangea dans la majorité, ayant lui-même négocié ce fameux pacte (voir "Cinq semaines de luttes sociales .. Ed de l'institut de sociologie de l'ULB 1963, p 33).
 - 6 - Nous verrons plus loin quel a été le jeu du PCB dans les divers épisodes de la grève
 - 7 - Il ne s'agit pas d'une faiblesse, les travailleurs exigent ainsi la contre-partie de leurs cotisations syndicales : la caisse de grève !
 - 8 - Il s'agit d'un article paru dans les "Temps modernes" N° 160 bis - Avril 61, intitulé "les grèves belges : essai d'explication socio-économique" (sic!).

Suite de l'article p 14

Contre la fiction démocratique

Actuellement en Belgique on parle beaucoup de "démocratie", de "libertés" d'opinions du "citoyen" Et du PRL à la LRT on s'écrie : "Que justice soit faite", que les libertés ne soient pas "violées"!

Mais que veut dire "justice", "égalité de tous les citoyens" devant la loi dans un pays où une minorité exerce tout le pouvoir, économique, politique sur une immense majorité qui ne possède rien d'autre que sa force de travail ? Dans un pays capitaliste avancé, dans un pays impérialiste, l'Etat ne peut être qu'une machine d'oppression comme le disait Lénine : (De l'Etat T29)

Quelles que soient les formes revêtues par la république, même la plus démocratique, si c'est une république bourgeoise, si la propriété privée de la terre, des usines et des fabriques y subsiste, et si le capital privé y maintient toute la société dans l'esclavage salarié, autrement dit, si l'on n'y réalise pas ce que proclament le programme de notre Parti et la Constitution soviétique, cet Etat est une machine qui permet aux uns d'opprimer les autres. Et cette machine, nous la remettrons aux mains de la classe qui doit renverser le pouvoir du capital. Nous rejetterons tous les vieux préjugés selon lesquels l'Etat, c'est l'égalité générale. Ce n'est qu'un leurre : tant que l'exploitation subsiste, l'égalité est impossible. Le grand propriétaire foncier ne peut être l'égal de l'ouvrier, ni l'affamé du repu. Cette machine qu'on appelait l'Etat, devant laquelle les hommes s'arrêtent avec un respect superstitieux, ajoutant foi aux vieilles fables d'après lesquelles l'Etat, c'est le pouvoir du peuple entier, — cette machine, le prolétariat la rejette et dit : c'est un mensonge bourgeois.

Alors que la gendarmerie entreprend un travail de fichage de militants syndicalistes, tout le monde s'émeut sur la liberté d'opinion des travailleurs et la LRT même de s'écrier : "dissolution de la gendarmerie"!

Alors qu'un avocat de gauche se fait incarcérer pour complicité d'évasion, tous de crier : "les dossiers sont vides", c'est une "atteinte à la liberté"! ...

Mais le rôle de la force armée de l'Etat, de la justice à son service n'est-il pas de garantir cet ordre démocratique ? Et cet ordre social n'est-il pas l'ordre bourgeois, c'est-à-dire l'ensemble des règles et des rapports sociaux qui correspondent aux exigences du mode de production capitaliste, aux exigences de la bourgeoisie ? Certes celle-ci, depuis qu'elle a le pouvoir, a eu l'habileté de les présenter comme des règles universelles et naturelles de toute vie sociale. Et la justice, garante de ces règles, en temps de paix sociale, ne fait, à part quelques écarts, qu'intimider ou dissuader les "méchants" qui enfreignent les lois - s'acharnant d'ailleurs plus sur les opprimés que sur les possédants -. Mais lorsque la bourgeoisie commence à se débattre dans une situation économique difficile, qu'elle ne peut plus tabler sur le mythe de la prospérité partagée et garantie pour tous - exploités et exploités -; alors que la paix sociale commence à être ébranlée et là par les travailleurs défendant pain et travail, la justice, la police se révèlent être aussi et surtout un instrument formidable de repression potentiel ou actif.

Lorsque l'Etat se sent menacé, la police cesse d'être judiciaire, la police cesse de chercher le vrai coupable, la police frappe. La police frappe n'importe qui - ne l'a-t-on pas vu dernièrement frapper sur l'armée ?! - son rôle étant d'intimider pour empêcher toute révolte latente, inévitable; elle fait peur, elle tend à terroriser ... tous les moyens sont bons pour sauver l'ordre dit public.

Alors que dire de tous ces petits-bourgeois qui crient au scandale, qui s'émeuvent devant les exactions de la police, les corruptions, les atteintes à certains droits, si ce n'est qu'ils contribuent à répandre la peur face au terrorisme de l'appareil judiciaire. Car ce qui ressort de telles lamentations ce n'est pas la volonté de lutte contre cet appareil, la volonté de vengeance, la volonté d'en finir, la révolte mais la TROUILLE, la trouille de ne plus être tranquille. Et pire, consciemment ou non, ces lamentations ont une conséquence plus grave quand elles vont un peu plus loin. Voyons par exemple, l'affaire Graindorge, tous ces démocrates, avocats ou non, qui demandent justice, qui demandent libération ...

Libération parce qu'il est innocent : mais la terreur ne s'établit-elle pas quand on frappe aussi bien sur les innocents que sur les coupables ? On réclame justice, on feint de défendre un individu, ses droits de citoyen, de professionnels, mais dans les LIMITES du droit car s'il est coupable justice sera faite (!). En fait tous ces démocrates soutiennent un individu comme la corde soutient le pendu, en l'abandonnant au bon vouloir de l'Etat - si par malheur sa culpabilité est prouvée, et l'on sait comment la police fabrique des preuves... Alors que justement la solidarité doit s'exercer d'autant plus vis à vis des coupables.

Cette affaire illustre bien aussi le fait que tout le remue-ménage que peuvent faire de telles personnes à un but (conscient ou non peu importe, le résultat est là) : détourner la colère de l'objectif unique: l'Etat avec son arsenal policier et judiciaire ... vers ses sous-fifres - que la bourgeoisie en temps voulu sait remodeler, réformer ou dissoudre - tels que la gendarmerie, la BSR, le groupe TREVI ... Le démocrate vitupère contre les magistrats pour mieux mettre la justice hors de cause. Le démocrate fulmine contre le gouvernement pour placer l'Etat et la justice au-dessus de la mêlée, pour les préserver de la haine et des coups de la classe opprimée dont il a peur de la force unie.

Et certains se disant révolutionnaires, d'emboîter le pas, et d'aller jusqu'à demander aujourd'hui à l'Etat bourgeois de dissoudre sa gendarmerie, sa BSR. La LRT en lançant un tel mot d'ordre ne fait qu'elle aussi détourner le prolétariat de son véritable objectif qu'est l'Etat, laissant croire en plus que l'Etat peut renoncer à des moyens de répression adaptés à cette fonction : la défense du capital. Comme si ce n'était pas la paix sociale, la solidarité de fait entre les classes, qui permet à la bourgeoisie et son Etat de ne pas exercer ni même parfois menacer d'exercer la violence. Ceci n'empêche pourtant pas l'existence de ces moyens, leur mise au point, l'apprentissage du maniement, quand la bourgeoisie sent qu'elle pourrait être menacée. Bien sûr, dans l'absolu, nous ne pouvons pas être opposés à un tel mot d'ordre. Un jour viendra où nous le lancerons mais dans le sens révolutionnaire, c'est à dire dans le sens d'appeler les prolétaires à désarmer la police. Ceci naturellement sous-entend une période révolutionnaire, un moment de luttes ouvrières intenses, c'est un mot d'ordre insurrectionnel. Mais dans la période actuelle, qui n'a rien de révolutionnaire, la LRT ne lance pas un mot d'ordre aux travailleurs mais bel et bien une requête à l'Etat, celle d'abandonner ses moyens de répression! Une telle demande est tout à fait illusoire et mystificatrice pour la classe ouvrière : cela peut laisser croire que si la bourgeoisie laisse de côté tel ou tel corps de répression, il n'y aurait plus de "provocations" et donc que le prolétariat en échange se conduirait toujours docilement. De là à nier les oppositions de classe, de là à penser que ces deux classes - dont le marxisme a toujours prouvé les intérêts antagoniques - peuvent vivre en harmonie, il n'y a qu'un pas à franchir. D'ailleurs l'opportunisme stalinien ne l'a-t-il pas déjà franchi allégrement, montrant par là même qu'il n'aspire qu'à une seule chose : la paix sociale.

Et que dire des maoïstes du PCmlb qui appellent les prolétaires à se mettre à la remorque des démocrates pour "lutter contre toutes les violations des libertés démocratiques". Que signifie "Défense des libertés" si ce n'est que la défense de l'appareil de répression de l'Etat bourgeois, la défense des lois et instruments de la domination bourgeoise, quand on s'adresse à l'Etat bourgeois pour les défendre, pour qu'il, en quelque sorte, "respecte" ses "engagements" au lieu de s'appuyer sur un fort mouvement de classe qui empêche la bourgeoisie, par la lutte, de fouler aux pieds ses propres promesses "démocratiques".

De plus ce mot d'ordre criminel empêche les prolétaires de s'organiser de façon autonome, les mélangeant pêle-mêle avec les démocrates de tous bords - de l'avocat (qui d'ailleurs vit de la "violation" des sacro-saintes lois "démocratiques") au petits commerçants, bref à l'opinion publique qui se place toujours du côté du plus fort - dont nous avons vu les objectifs, et donc de se battre réellement contre l'Etat bourgeois.

Tous de l'opportunisme à l'extrême gauche en passant par tous les éléments petits-bourgeois a-parti, face aux coups de la bourgeoisie, cherchent un recours auprès des droits démocratiques.

Alors que ces droits ne sont que poudre aux yeux des prolétaires, alors que ces droits, la bourgeoisie, quand elle se sent forte, ne cesse de les remettre en cause.

Pourtant, tout en sachant et en le répétant toujours au prolétariat, ce que veut dire "droits" et "libertés" dans ce système économique et politique à abattre, les communistes ne peuvent être indifférents à cette question; mais ils en font toujours une question de FORCE, de LUTTE ENTRE PROLETARIAT ET BOURGEOISIE.

Le parti Communiste d'Italie en 1922 dans son projet de Programme d'action avait mis ce point à l'ordre du jour; voici ce qu'il disait :

12) Des revendications partielles et contingentes surgissant dans les différents domaines de la vie prolétarienne, on passe aux revendications d'ordre général, qui, sans être le but final qui est la conquête du pouvoir et l'expropriation des capitalistes, représentent des concessions à arracher à la classe des patrons et à l'Etat bourgeois. La situation actuelle éclaircit parfaitement l'action du Parti Communiste sur ce plan. Objectivement, à l'heure où la crise irrésistible du capitalisme déclenche partout l'offensive patronale, il n'est pas possible que les masses réalisent une série de conquêtes progressives et obtiennent une amélioration sensible de leur

niveau de vie, ni même qu'elles réussissent à conserver leur situation matérielle actuelle, aussi longtemps que les institutions capitalistes restent en place. Etant donné que les autres partis, tant bourgeois que sociaux-démocrates, affirment le contraire, le Parti Communiste, tout en affirmant clairement dans sa propagande cette vérité critique, aura la possibilité de s'adresser à l'ensemble de la masse ouvrière pour l'inviter à lutter pour les revendications matérielles qui, parce que leur satisfaction suppose la victoire révolutionnaire, conduiront les masses sur la voie d'une expérience concrète des méthodes qui peuvent conduire à la révolution. Ces revendications, que le Parti Communiste avancera comme objectifs d'une action du prolétariat tout entier, peuvent être de nature économique strictement syndicale, c'est-à-dire s'opposer directement au patronat, comme la défense des contrats de travail (salaires, horaires, contrats agricoles) ; elles peuvent être économiques, mais impliquer une charge pour l'Etat, comme l'augmentation de l'aide aux chômeurs ; elles peuvent enfin concerner la politique de l'Etat, comme le droit d'organisation, le droit de grève, etc. Toutes ces revendications sont admissibles et peuvent être encadrées dans la lutte du Parti Communiste, à la condition qu'elles soient présentées comme un objectif à atteindre par la lutte et l'action directe des masses, qui doivent forcer aussi bien les partis bourgeois que leurs propres chefs sociaux-démocrates à tenir leurs promesses.

13) Le Parti Communiste d'Italie ne laissera pas croire que ces revendications peuvent être satisfaites grâce à une action légale basée sur des accords avec d'autres partis politiques pour des combinaisons parlementaires et gouvernementales. Toute raison d'ordre général mise à part, il est incontestable que même les revendications les plus modestes, c'est-à-dire ayant un caractère de défense, ne pourraient être soutenues de cette façon. On peut citer comme exemple le Parti populaire italien qui, alors qu'il est la pierre angulaire de nos gouvernements successifs, ne peut mettre ses organisations à l'abri des violences fascistes. D'autre part l'impossibilité d'obtenir par la voie légale la satisfaction des revendications prolétariennes est un facteur révolutionnaire quand il y a pression des masses sous l'impulsion du Parti Communiste, et se traduit par une expérience montrant la nécessité de la lutte révolutionnaire ; mais si le Parti Communiste faisait partie d'une coalition censée satisfaire ces revendications par la voie légale, on aboutirait à un échec, tant pour le Parti que pour la préparation révolutionnaire. La situation de la lutte des classes en Italie est objectivement défavorable pour le prolétariat, mais elle présente d'autre part tous les caractères du stade le plus aigu, puisque l'usage de la violence armée est quotidien. Il s'ensuit que le problème essentiel est d'organiser la lutte armée du prolétariat, et toute perspective qui indique aux masses une voie pour faire prévaloir leurs intérêts sans lutte armée a un effet contre-révolutionnaire.

Sur la question des revendications "démocratiques",
lire aussi les articles parus dans notre presse et notamment :
- Prolétaire 286 : "Sur la question des 'Libertés politiques'",
- El Oumani N°1

Suite de l'article sur
la LRT et AMADA

Contre ces attitudes de charognes,
voyons ce que déclarait Lénine à propos
du Manifeste de Bâle de 1912 et que tout
révolutionnaire ne peut oublier :

Le manifeste sur la guerre, adopté à l'unanimité à Bâle en 1912, vise justement la guerre qui a éclaté en 1914 entre l'Angleterre et l'Allemagne avec leurs alliés actuels. Le manifeste déclare nettement que nul intérêt du peuple ne peut justifier une telle guerre, menée pour « le profit des capitalistes ou l'orgueil des dynasties », sur la base de la politique impérialiste, spoliatrice, des grandes puissances. Le manifeste déclare expressément que la guerre est un danger « pour les gouvernements » (tous sans exception), met en évidence la crainte que la « révolution prolétarienne » leur inspire, rappelle de la manière la plus explicite l'exemple de la Commune de 1871 et celui d'octobre-décembre 1905, c'est-à-dire l'exemple de la révolution et de la guerre civile. Par conséquent, le Manifeste de Bâle

indique, précisément pour la guerre actuelle, la tactique de la lutte révolutionnaire des ouvriers à l'échelle internationale contre leurs gouvernements, la tactique de la révolution prolétarienne. Le Manifeste de Bâle reprend les termes de la résolution de Stuttgart disant qu'au cas où la guerre éclaterait, les socialistes devraient exploiter « la crise économique et politique » créée par la guerre pour « précipiter la chute de la domination capitaliste », c'est-à-dire mettre à profit les difficultés suscitées aux gouvernements par la guerre, ainsi que la colère des masses, en vue de la révolution socialiste.

A l'encontre de cette position, on pourra voir, en cas de troisième guerre mondiale, les deux organisations " révolutionnaires " que sont Amada et la LRT, défendre chacune un bloc impérialiste et se tirer dessus !

Face aux préparatifs de guerre, se trouvent aussi les partisans et propagandistes de la paix. Voyons ce qu'en disait Lénine dans " L'attitude des socialistes à l'égard des guerres "

Nous nous distinguons des premiers en ce sens que nous comprenons le lien inévitable qui rattache les guerres à la lutte des classes à l'intérieur du pays, que nous comprenons qu'il est impossible de supprimer les guerres sans supprimer les classes et sans instaurer le socialisme ; et aussi en ce sens que nous reconnaissons parfaitement la légitimité, le caractère progressiste et la nécessité des guerres civiles, c'est-à-dire des guerres de la classe opprimée contre celle qui l'opprime, des esclaves contre les propriétaires d'esclaves, des paysans serfs contre les seigneurs terriens, des ouvriers salariés contre la bourgeoisie. Nous autres, marxistes, différons des pacifistes aussi bien que des anarchistes en ce sens que nous reconnaissons la nécessité d'analyser historiquement (du point de vue du matérialisme dialectique de Marx) chaque guerre prise à part.

L'attitude des pacifistes qui est d'être contre toute guerre et contre toute violence, est donc démobilisatrice et désarme le prolétariat face à sa bourgeoisie.

C'est pourquoi, contre les appels à la paix ou à la guerre impérialiste, nous appelons à la guerre civile, la guerre des prolétaires contre leur propre bourgeoisie, et à la solidarité, par-dessus les frontières, de tous les exploités pour qu'on en finisse avec l'exploitation de l'homme par l'homme.

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 5
(AOUT 1979) DE

El Proletario

- Sólo en la lucha contra la democracia el proletariado forjará su fuerza de clase.
- Berlín, enero de 1919: El trágico retardo del Partido.
- Cuenca del Plata: Las «dictaduras» preparan la democracia.
- Huelgas en la «patria del socialismo».
- Al margen de la gira papal: La era de los mitos.
- Salt II: La farsa del desarme.
- Carta de España (I): El parto de la democracia.
- El socialismo... ¡en 48 horas!
- Chile: Reformismo y «ultraizquierda» en la imposible vía democrática al socialismo.
- Argentina: Luchas obreras y maniobras sindicales.

Le prolétaire Suppl. SUISSE

Voici le sommaire du
n° 19 (15 sept.-31 oct. 1979)

- Elections nationales
- Le quatrième congrès de la LMR
- SALT II
- Grève à Genève
- Les réfugiés indochinois
- L'initiative de la LMR sur la formation professionnelle
- Les Thèses de 1951

Difficultés dans l'organisation des luttes ouvrières

Le 23 Mai à Anvers, eu lieu une réunion où participèrent plusieurs comités (OHK, comité de mineurs, de chômeurs et services publics), dans laquelle sont intervenus comme organisations politiques le CCI, le GCI et nous mêmes. Cette réunion où devait être discuté les problèmes de l'organisation des luttes ouvrières, en mettant en avant la trahison des directions syndicales, fut appelée et organisée par le CCI qui posa comme conditions de participation le fait d'accepter que :

- les directions syndicales trahissent les luttes
- et qu'il est impossible d'organiser la lutte dans le cadre syndical

Les premières interventions, celles des comités, ont relaté les luttes passées, les attaques contre la classe ouvrière, en dénonçant la trahison des directions syndicales. En réponse à la constatation de ces prolétaires de la difficulté de briser l'isolement et la division dans lesquelles se trouve la classe ouvrière actuellement, le CCI déclara qu'il était impossible d'organiser les prolétaires dans les syndicats.

Notre intervention permit de démasquer le bluff du CCI qui aurait tellement aimé faire croire que les ouvriers qui s'organisent en dehors des syndicats se placent obligatoirement sur son terrain : celui de l'anti-syndicalisme par principe. La réponse de l'O. H. K., (1) dont le CCI ne parle évidemment pas dans son compte rendu, fut de mettre les choses au point. D'ailleurs il suffit de jeter un coup d'oeil sur ses publications pour voir qu'il n'est pas anti-syndicaliste ! Heureusement, personne n'avait tenu compte du préalable politique du CCI et le débat "travail dans le syndicat ou pas" n'aurait pas surgi si le CCI n'avait pas été là.

L'O. H. K. lutte avec les forces qu'elle possède contre l'isolement qui se fait toujours plus grand dans les périodes de reflux de la lutte. Et nous pouvons que la féliciter pour son travail en vue de contacts internationaux et pour ses positions de classe qui sont celles de la constitution d'un comité ouvert à tous ceux qui se placent sur le terrain de la défense réelle des intérêts de la classe ouvrière indépendamment de leurs idées politiques, religieuses ou philosophiques.

Mais voyons donc comment se comporte le CCI face à un tel comité : en 77 il refuse l'aide que lui demandait l'O. H. K. sous prétexte que des organisations gauchistes y travaillaient. C'est un fait qu'il existe dans la classe ouvrière des agents de la bourgeoisie, et des gauchistes dont les méthodes mènent les luttes dans l'impasse et la défaite. Mais il ne s'agit pas de refuser de l'aide à un comité parce que des gauchistes y travaillent ! Il s'agit au contraire de lutter contre ces éléments. Et si des militants gauchistes ou des militants de base du PC veulent lutter sincèrement avec les méthodes de lutte que s'est donné le comité, on ne peut les refuser sous prétexte du contenu du programme politique de leur parti. Le problème est de discipliner ces individus quand ils tentent de travailler pour leur propre

chapeau et donc de diviser les ouvriers et de dévier les objectifs de la lutte. Un comité créé pour lutter pour les intérêts économiques de la classe ouvrière ne peut pas poser de préalables politiques.

Aujourd'hui le CCI insiste sur l'impossibilité pour des ouvriers de s'organiser dans des comités permanents, destinés selon eux à dégénérer, d'où leur conclusion que les prolétaires ne peuvent que se réunir en cercles de discussions politiques éphémères ! Mais la classe ouvrière doit réapprendre à se battre, et, tant qu'elle sera incapable de défendre son salaire, son pain, elle sera incapable de faire la révolution. Pour une défense efficace de ses intérêts, les organisations permanentes de la classe (qui peuvent prendre différentes formes) sont indispensables. Le fait qu'elles soient dans la période actuelle éphémères, n'est pas une raison pour conclure qu'elles doivent l'être, et qu'elles ne peuvent en aucun cas avoir d'avenir. Les contacts et les liaisons par dessus les catégories, usines et nationalités ne se tissent pas en un jour et pas seulement au cours d'une lutte (il est déjà alors souvent trop tard). Et il n'est pas indifférent que surgissent des organisations ouvertes et prolétariennes qui aient la force de déclencher une grève, ou la force de s'imposer dans une assemblée générale contre les directions syndicales. Ceci ne peut se faire que par un travail de longue haleine, régulier et il faut s'en donner les moyens : chercher à s'organiser de façon non éphémère.

Qu'un comité, comme l'O. H. K. soit minoritaire pour le moment n'est que la conséquence de la contre-révolution. On ne doit pas en conclure qu'il a "la prétention de se substituer à la classe ouvrière". On ne peut exiger que la classe ouvrière se réveille en un seul bloc, en même temps. Pour le CCI, seules les assemblées générales représentent la classe. Encore faut-il avoir la force de leur donner un contenu de classe. Et pour cela il faut travailler, comme l'O. H. K. l'a fait jusqu'à présent, sans essayer de briser l'isolement en tombant, soit sous l'aile des partis réformistes et opportunistes (PS-PC) qui ne peuvent que tenter d'enterrer la lutte, soit dans les positions sectaires du CCI, ce qui ne ferait qu'accroître encore l'isolement du comité sous prétexte de lui avoir fait faire un "pas politique".

1 - Ce n'est pas par mépris ou sous-estimation des autres comités que nous ne parlons que de l'OHK mais parce que nous en avons une meilleure connaissance.

2 - Nous signalons que nous n'avons malheureusement pas pu intervenir comme nous l'aurions voulu dans la mesure où nous n'avions pas de camarade parlant le flamand. Nous avons eu donc des difficultés à suivre en détail toute la réunion. C'est pour cela également que malgré que beaucoup de problèmes intéressants aient été soulevés lors de cette réunion nous n'en voyons qu'un aspect dans cet article.

UN PEU DE SERIEUX MESSIEURS DE LA

"IV° INTERNATIONALE" !

Alors que la lutte des prolétaires sous l'uniforme doit se mener sur un terrain de classe et qu'il est indispensable de rompre avec la hiérarchie militaire et de lutter contre l'illusion d'une "démocratisation" de l'armée bourgeoise (tout comme de la police d'ailleurs), les trotskystes de la IV° Internationale tournent résolument le dos à ces méthodes de classe, préférant travailler en commun avec les "forces démocratiques" et tendre la main à l'opportuniste alors que ceux-ci se sont déjà révélés être les meilleurs défenseurs de l'institution militaire. Dans sa course folle aux signaux précurseurs d'un effondrement, quasi miraculeux de l'armée bourgeoise, la LCR, section française de la IV° internationale, publie cette note (Dans Rouge du 14.9.)

7 000 dans la rue
à Bruxelles

La semaine dernière, 7 000 militants belges, descendus dans la rue pour protester contre l'austérité (suppression de primes et perte d'autres avantages salariaux) se sont heurtés violemment aux flics à Bruxelles. Finalement, une délégation devait être reçue par le Premier ministre. A n'en

pas douter, la radicalisation des militaires sous contrats courts, voire de certaines couches de militaires de carrière, commence à se manifester publiquement dans plusieurs armées d'Europe de l'Ouest. Il dépendra du mouvement ouvrier et du mouvement des soldats appelés qu'elle s'oriente correctement vers un combat d'ensemble contre le pouvoir de la bourgeoisie.

Quand on sait que cette manifestation, organisée par les syndicats chrétiens et corporatistes, avait une tonalité d'extrême droite et exhibait des pancartes ainsi rédigées :

- "A bas le gouvernement, l'armée au pouvoir"
- "Politiciens chevillards, renvoyez les travailleurs immigrés",

on peut se demander si la LCR a vérifié ses informations auprès de la LRT

Mais peut être que chaque section tire ses conclusions des événements dans cette Internationale là ?

En tous cas, les trotskystes français sont moins regardant que les socialistes belges qui, eux, ont quand même dénoncé cette manifestation (Le peuple des 8 et 9 septembre)!

Salik

L'expérience qu'on connaît une cinquantaine de travailleuses de Salik, en occupant leur usine depuis Août 78 et en produisant elles-mêmes, s'opposant ainsi à la fermeture et à leur licenciement, a pris fin il y a quelques mois.

De telles expériences, il y en a eu déjà (chez LIP par exemple) et il y en aura encore - mais toutes sont destinées à avoir une

telle issue. Et ce n'est pas comme voudrait le faire croire les gauchistes, dans ce cas-ci, parce que la CSC a trahi les ouvrières en les abandonnant à leur tâche d'auto-production. La CSC a bien trahi ! Mais sa trahison a été le fait de fourvoyer la lutte sur une voie qui n'aura jamais d'avenir tant que subsistera le système capitaliste : l'auto-production.

La crise économique, qui entraîne licenciements, chômage et austérité pour la classe ouvrière est inévitable. Et ce n'est pas par "méchanceté" ou "incapacité" que les patrons et l'Etat bourgeois en font faire les frais aux travailleurs. Ils ne peuvent être que les serviteurs des lois capitalistes, et c'est à ces lois que les travailleuses de Salik se sont heurtées; les conditions étant aggravées, nous ne le nions pas, mais seulement aggravées par leur inexpérience de gestion. Ce que la CSC et les gauchistes tentaient de faire croire, c'est que cette usine ne était encore rentable - confortant par là l'idée que si tout va mal c'est la faute des patrons et non d'un système économique et politique qu'il faut détruire! Et même si les ouvrières avaient dû gérer une usine rentable, elles ne l'auraient fait qu'à la condition de maintenir elles-mêmes leur exploitation. Et c'est pourquoi cette forme de lutte est contraire aux intérêts généraux de la classe ouvrière.

Le découragement qui suit de telles expériences (étant donné l'effilochement progressif de la lutte) casse net toute possibilité de mobilisation réelle et efficace pour des revendications qui défendent ses intérêts, sans concession à l'économie nationale.

L'auto-production enferme la lutte dans les limites de l'entreprise, empêchant les travailleurs de chercher une solidarité envers leurs frères de classe des autres entreprises ou des chômeurs.

CONTRE LES LICENCIEMENTS EXIGEONS :

- Salaire intégral aux chômeurs !
- Salaire minimum substantiel pour les jeunes et les femmes à la recherche d'un premier emploi, et les prolétaires sous l'uniforme.
- Semaine de 35 heures, tout de suite, sans réduction de salaire, ni augmentation des cadences.
- Pensions égales au salaire, à 50 ans pour les femmes et 55 ans pour les hommes.

la grève au port de Rotterdam

Lundi 27 Août, alors qu'une quinzaine de travailleurs étaient condamnés par la justice pour fait de grève, les remorqueurs par solidarité arrêtent le travail.

A ce mouvement de soutien, sont venus s'ajouter les revendications pour lesquelles ils débrayaient auparavant :

- augmentation salariale de 30 Florins net par semaine.
- Retraite à 60 ans.
- 25 jours de vacances

- Rétablissement du système d'augmentation du salaire suivant le coût de la vie.
- Semaine de 35 heures chez les continus, 5ième équipe de travail
- Paiement des jours de grève.

Face à de telles revendications de classe, sans pitié envers l'économie nationale, les syndicats collaborationnistes refusent de soutenir le mouvement - ils sont par ailleurs en pourparlers avec la bourgeoisie et l'Etat pour des "conventions collectives" et des revendications plus "raisonnables". Leur objectif est clair, ne disent-ils pas que "la grève peut durer encore bien longtemps si les grévistes n'y mettent pas eux-mêmes une fin"; et ne donnent-ils pas une compensation en argent aux non-grévistes syndiqués !

Les travailleurs dans leur combat ont donc à faire face au patronat et à l'Etat qui dernièrement n'a pas hésité à envoyer ses flics, ses chiens et ses chevaux mais aussi aux bonzes syndicaux qui considèrent ces travailleurs comme des "extrémistes" !

Cette escarmouche où les travailleurs défendent leurs propres intérêts, montre bien toutes les difficultés auxquelles se heurtent aujourd'hui une petite avant-garde prolétarienne en lutte :

- difficulté d'étendre la lutte
- difficulté de l'auto-défense,

mais elle montre bien aussi que les intérêts du prolétariat et les intérêts de la bourgeoisie sont inconciliables et surtout que les appareils syndicaux se sont bel et bien rangés du côté de la bourgeoisie.

Le responsable du syndicat socialiste déclarait : "Je préfère mener une guerre ensemble avec le gouvernement et les patrons contre le chômage que jouer le rôle d'un général dans une guerre sociale contre eux" (!)

Les prolétaires portuaires hollandais montrent donc un bon exemple à suivre, surtout dans un pays où la paix sociale semblait destructible, et les leçons de ce combat doivent être tirées pour aider tous les prolétaires de quelques pays que se soient, désireux de se défendre contre les attaques de la bourgeoisie, toujours plus dures en temps de crise économique.

Suite de l'article sur la grève 60-61

contre toutes les forces de conservation sociale, plutôt que de subir l'austérité et le déclin capitalistes."

Mandel n'hésite pas à affirmer que :

"La signification historique de la grève belge, c'est que c'est la première grève générale dans l'histoire du mouvement ouvrier européen qui n'a comme objectif fondamental ni des revendications matérielles ni des revendications politiques démocratiques, mais qui vise essentiellement la réorganisation de l'économie sur une base socialiste. Car c'est là le seul sens que des centaines de milliers de grévistes belges ont donné au slogan des "réformes de structures"."

Il vaut mieux "réorganiser" que de faire la révolution, n'est-ce pas messieurs de la LRT, et comme le disait Renard, mieux vaut la "révolution constructive" que la vraie révolution prolétarienne, communiste.

(9)

9 - Dans un article intitulé justement : "Révolution constructive, Renard explique que :

"Notre mouvement syndical est par doctrine et par tradition, un mouvement révolutionnaire.

En 1944, il a voulu donner à ce terme "révolution" une signification particulière. Rejetant le schéma romantique de la révolution, il a prétendu que celle-ci s'imposait, mais qu'il était possible de la construire, qu'il était possible d'arriver à l'équilibre économique et social sans pour cela passer par une période de trouble et de bouleversement."

Misère du réformisme !

PRESSE DU PARTI

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 26
(SEPTEMBRE 1979) DE :

el comunista

- Ante la represión democrática, militarista y fascista: Necesidad de la violencia proletaria organizada.
- La «teoría de los tres mundos», apología del imperialismo.
- «Estatuto de los trabajadores» y regulación del derecho de huelga.
- Limpibotas de la democracia.
- Francia: Se acentúa la opresión contra los trabajadores inmigrantes.
- Trotskismo internacional.
- La última palabra del comercio «socialista»: El tráfico de mano de obra.
- Andalucía proletaria.
- En el sesenta aniversario de la República húngara de los Consejos.
- CC.OO.: Entre la demagogia y el colaboracionismo.

Kommunistisches Programm

n° 23 (sept. 79)

- Europa in der revolutionären Perspektive der Kommunisten
- Sturmzone Naher Osten
 - Der Golgothaweg der Verwandlung der palästinensischen Bauern in Proletariat
 - Der israelisch-ägyptische Frieden und die neue imperialistische Ordnung im Nahen Osten
- Die Kommunistische Partei Italiens und die faschistische Offensive (1921-24) 2. Teil

PUBLICATIONS DU PARTI EN GREC

Voici le sommaire du n° 2 (mars 1979) de notre brochure en grec

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

- Ce qui nous distingue.
- Le communisme est la destruction révolutionnaire de la démocratie et du mercantilisme.
- Révolution et contre-révolution en Russie.

Commandes au Prolétaire
Prix : 2 F

Egalement disponible en grec :
Parti de classe : 8 F

Non au contrôle de l'immigration!

Pour des raisons de temps, nous ne pouvons malheureusement pas publier dans ce numéro du supplément la suite de notre article sur l'immigration. Il paraîtra dans le prochain.

En France depuis quelques années déjà notre Parti mène des campagnes

- + pour la défense des travailleurs immigrés - durement touchés par la crise économique - contre notamment des projets de loi, les refoulant du pays, les mettant avec l'aval de la justice et de tous les partis de droite comme de "gauche", dans des conditions d'insécurité totale;
- + pour le soutien aux travailleurs en lutte dans les foyers Sonacotra.

FOYERS EN LUTTE SONACOTRA-ADEF-AFTAM-AFRP

- Une grève totale des loyers dure depuis 5 ans.
- Aujourd'hui, plus de cent foyers sont en grève, soit 40.000 résidents de 24 nationalités différentes.
- Dans chaque foyer en lutte existe un Comité de Résidents élu en Assemblée générale et révocable.
- Un Comité de Coordination regroupe tous les Comités de Résidents des foyers en lutte.
- Les points essentiels de la plate-forme revendicative sont :
 - réduction de 100 F et blocage des loyers ;
 - retour des camarades encore sous le coup des expulsions de 76 ;
 - renvoi des gérants racistes et abrogation du règlement intérieur ;
 - reconnaissance du Comité de Coordination et des Comités de Résidents de chaque foyer.
- C'est pour chercher à briser la lutte que la bourgeoisie entreprend les saisies-arrêts sur salaire, expulse les résidents et veut fermer les foyers.

Nous republions ici le tract qui a été diffusé par toutes nos sections françaises :

LA CLASSE OUVRIERE EST INTERNATIONALE,

NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION

Un des aspects particulièrement cyniques et odieux de l'offensive capitaliste contre la classe ouvrière est le refoulement des ouvriers immigrés vers leurs pays d'origine.

La bourgeoisie française, qui a arrêté l'immigration avec le début de la crise et transformé les prolétaires en célibataires forcés, a déjà tenté sans succès la fameuse politique du « million » pour inciter au retour. Aujourd'hui, elle s'apprête à faire comme ses sœurs américaine, allemande et suisse : réduire de façon brutale le nombre des travailleurs étrangers en ne renouvelant pas les cartes de séjour qui viennent à expiration, c'est-à-

dire essentiellement celles des travailleurs maghrébins et africains.

L'anarchie capitaliste entraîne la concentration de l'économie : celle-ci se concentre nécessairement, à l'échelle de chaque pays, dans quelques régions privilégiées, en vidant les autres de leur substance. Il en est de même à l'échelle internationale, où une poignée de pays riches et impérialistes concentrent toutes les richesses en écumant les autres pays. Il s'ensuit qu'ils attirent à eux la main-d'œuvre des autres pays, condamnés à la portion congrue, qui sont non seulement des pays anciennement colonisés, mais aussi

des pays moins développés comme l'Espagne ou l'Italie ou le Portugal.

Les crises économiques périodiques, loin d'inverser ce flux, l'aggravent encore parce que ce sont les pays pauvres qui sont les premiers frappés (que l'on pense à la Tunisie ou à l'Égypte !). L'attraction économique vers les pays riches est donc dans ces périodes encore plus grande pour les masses déshéritées du monde entier. Et c'est à ce moment-là que les pays riches mettent en place les politiques de refoulement et d'expulsion des ouvriers étrangers.

C'est la raison pour laquelle cette politique de contrôle de l'immigration s'accompagne de persécutions policières sans nom, de la création d'un véritable état d'exception dans les quartiers peuplés d'ouvriers « étrangers » : contrôles, fouilles, intimidations policières, persécutions systématiques, pour le seul crime d'appartenance à une nationalité différente. Cet état d'infériorité sociale et politique dans laquelle est maintenue une partie de la classe ouvrière des pays d'immigration exacerbe le chauvinisme et les crimes racistes qui se nourrissent souvent de la tradition coloniale.

En frappant les travailleurs immigrés, c'est toute la classe ouvrière que la bourgeoisie attaque. On ne peut lui répondre que sur le terrain de la force, celle que donnent l'union et l'organisation de la classe ouvrière, sur le terrain de la lutte ouverte. La lutte contre le contrôle de l'immigration, pour l'égalité totale des droits entre travailleurs immigrés et français, pour la défense de la lutte des résidents des foyers en grève n'est pas seulement un devoir élémentaire de classe. C'est une nécessité vitale pour que la classe ouvrière puisse souder ses rangs face aux attaques multiples de la bourgeoisie.

Pour lutter contre cette politique, caractéristique de l'impérialisme, la classe ouvrière n'a rien à attendre des partis soi-disant « ouvriers », PC et PS, et des bureaucraties syndicales étroitement liées à leur politique, CGT-CFDT-FO. Tous se prononcent résolument en effet pour le contrôle de l'immigration ; ils donnent donc dans les faits leur aval aux persécutions policières et racistes contre nos frères immigrés et montrent qu'ils vivent des miettes tombées des festins impérialistes. La classe ouvrière ne peut pas compter davantage sur les groupes d'extrême gauche qui font de l'unité avec les réformistes et social-impérialistes un principe.

La lutte contre l'oppression particulière des prolétaires immigrés ne peut pas non plus compter sur les bourgeoisies « nationales » et leurs Amicales, qui ne critiquent l'impérialisme que du point de vue de cyniques « exportateurs de main-d'œuvre ». Elle ne peut compter enfin sur les groupes ayant une orientation de type nationaliste et populiste qui agitent, tout comme le social-impérialisme, le mythe du « retour au pays », et cachent aux prolétaires leurs intérêts de classe indépendants de toutes les nationalités.

La défense effective des prolétaires immigrés contre les expulsions, les persécutions

policières et les crimes racistes aujourd'hui est inséparablement liée à la préparation de luttes plus amples de défense collective de l'ensemble de la classe contre l'offensive capitaliste. Cette défense n'est possible que sur le terrain de la force de classe, celle de la solidarité de tous les exploités contre l'offensive capitaliste.

La classe ouvrière qui produit toutes les richesses de la société a une force immense que lui donne le capitalisme : son nombre, sa concentration, la discipline apprise dans les bagnes industriels, énormes moyens de lutte que les bourgeois et les réformistes tentent de la dissuader d'utiliser. Le grand mouvement d'immigration lui-même, qui entraîne dans la lutte de classe sur le terrain du capitalisme des masses laborieuses venues du monde entier revêt un caractère révolutionnaire en donnant les bases matérielles à l'unification et l'organisation de la classe ouvrière internationale.

Ces armes, la classe ouvrière doit les utiliser pour elle, pour se défendre aujourd'hui contre le capital et tirer de l'organisation et de l'expérience acquises sur ce terrain, les forces pour en finir avec lui.

La première de ces armes est l'union des rangs prolétariens. Les prolétaires immigrés ne doivent pas rester seuls dans la lutte contre la politique de division et de répression menée au nom du « contrôle de l'immigration ».

- Contre toutes les discriminations, égalité totale des droits sociaux, syndicaux et politiques entre travailleurs français et immigrés !
- Non aux projets Stoléru-Bonnet ! Contre toute politique de contrôle de l'immigration ! Suppression de toute entrave à l'entrée et à la circulation des travailleurs et de leurs familles !
- Autodéfense ouvrière contre les violences « illégales » et « légales » de la bourgeoisie !
- Les ouvriers n'ont pas de patrie ! Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

el-oumami n°5

EN LANGUE FRANÇAISE

- Non au contrôle de l'immigration ! Pour une riposte de classe aux expulsions !
- Pour faire le point sur la lutte des foyers des travailleurs immigrés (2).
- Solidarité avec ceux de Garges !
- L'Algérie à l'heure de l'« infitah ».
- Le Maroc à la veille de la tourmente.
- Kowelt : une grève exemplaire.
- La signification des luttes revendicatives dans la perspective marxiste :
 - A propos des grèves (Lénine, 1899).
 - Parti de classe et organisation ouvrière (La Gauche italienne, 1913).
- Le CLTA ou les derniers mohicans de l'« indépendance nationale ».

EN LANGUE ARABE

- Les bases d'une riposte de classe aux expulsions de travailleurs immigrés.
- Parti révolutionnaire et lutte économique.
- Combattre réellement le racisme.

Stellingen over de rol van de Kommunistische Partij in de proletarische revolutie

AANGENOMEN DOOR HET II KONGRES VAN DE KOMMUNISTISCHE INTERNATIONALE, 1920

INLEIDING

De thesen gepresenteerd door Zinoviev hadden als voornaamste bedoeling de positie van de marxistische kommunisten te onderscheiden van die van de revisionisten ter rechterzijde (reformisten, sociaal-demokraten, "labouristen") en ter linkerzijde (revolutionaire syndikalisten, anarchisten), daarom blijven zij vandaag fundamenteel nu het kleinburgerlijke opportunisme in alles is binnengedrongen.

De eerste stelling die tot doel heeft vast te stellen dat de revolutionaire partij zich niet kan identificeren met het geheel der werkende klasse, gebruikt de bekende formule waarvan wij meerdere malen de ontoereikendheid hebben aangetoond, die de partij definieert als een *fractie* of een *gedeelte* van de werkende klasse. Deze formulering indien geschieden van haar kontekst, kan in feite dubbelzinnig uitgelegd worden, namelijk de uitleg dat de arbeiders die lid zijn van de partij even belangrijk zijn als de andere arbeiders. Dat was een gevaar, maar het was zeker niet wat Zinoviev en evenmin het kongres bedoelde.

De tweede these legt uit dat vóór de verovering van de macht de partij in haar rangen slechts een *minderheid* van de werkende klasse kan organiseren. Voordat alle werkers lid van de partij kunnen zijn zal het nodig zijn dat de zegevierende revolutie alle burgerlijke haarden van bederf: de pers, het onderwijs, het parlement, de kerk, het ambtenarendom van de Staat *heeft vernietigd*.

De derde these omschrijft nader de begrippen partij en klasse, aantonend dat men ze nooit mag verwarren. Het waren de Mensjewiki die dachten dat de partij altijd de tendens moest volgen die bij de meerderheid der arbeiders leefde, en, bijvoorbeeld, niet de kwestie van de politieke strijd tegen het tsarisme moest stellen maar slechts die van de economische strijd tegen de industriëlen. De formulering is hier volmaakt bevredigend: de taak van de partij van het proletariaat is te reageren tegen de gewoontelijke mentaliteit onder de werkers en de historische belangen van het proletariaat te verdedigen tegen al wat die ook bedreigen. Het is een volkomen heldere positie, ook al zouden wij het prettig gevonden hebben dat men preciseerde dat het alleen maar met de geboorte van de revolutionaire partij is dat men kan zeggen dat het proletariaat historisch bekeken in zijn hoedanigheid van klasse bestaat, en dat de partij het orgaan van de klasse van het proletariaat is.

De stelling nummer vier neemt de anarchisten en soortgelijken op de korrel die pretendeerden dat het failliet van de Ie Internationale historisch

bezien het failliet van de vorm van de partij had betekend. Het waren de sociaal-chauvinistische verraderspartijen die ingestort waren, maar de revolutionaire partij van de diktatuur was bezig zich te smeden.

Stelling 5 bevestigt duidelijk dat de proletarische revolutie onmogelijk is zonder de vorm van de partij. Zij bevestigt het principe van de centralisatie van de orgaan-partij, het industrialistische syndikalisme bekritiserend dat de werkers verdeelt in kleine lokale organismen en in die volgens beroep. Zij brengt het mensjewistische idee in herinnering van een kongres van arbeiders dat boven de partij zou staan ("gele travaillisten"). Zij bekritiseert eveneens de lege formulering van de KAPD in Duitsland die verklaart de geen partij te zijn "In de gebruikelijke betekenis van het woord", en zij kwalificeert deze positie als volslagen reaktionair. Naar aanleiding van de lakunes van het syndikalisme bevestigt zij dat de algemene staking, begrepen als een passieve aktie, ontoereikend is, maar dat er een gewapende opstand nodig is waarvan het orgaan een politiek orgaan is, gecentraliseerd en gedisciplineerd. De revolutionaire syndikalisten zelf spreken van vastbesloten minderheid: deze kan niets anders zijn dan de partij.

These 6 verklaart dat de partij als taak heeft systematisch in grotere organisaties te werken zo als de vakbonden en andere vormen, zelfs ad hoc organisaties zoals daaronder indertijd de "komitees voor de verdediging van Rusland" gerekend konden worden. Het is overduidelijk dat dit werk wordt voorbereid in de partij zelf en dat haar organisatie nooit ondergeschikt is aan de hiërarchieën van buitenstaande organisaties.

These 7 betreft een fundamenteel punt van de methode: zij wijst de boycot van de gele vakbonden met reformisten aan de leiding af en, zoals de tekst luidt zelfs het boycotten van de christelijke vakbonden. Het is geen kwestie van pure terminologie, maar het is goed in herinnering te roepen dat de Italiaanse socialistische katholieke organisaties als "geel" beschouwden, waar men niet in ging maar waaraan men hun leden in hun hoedanigheid van proletariërs te zijn trachtte te onttrekken, om hen te doen intreden in de rode organisaties. Deze stelling (overigens ontvouwd in de thesen over de vakbonden) betekent dat men tegenover de vakbonden die geleid worden door rechte socialistische partijen lanceert van uittreden uit de vakbonden, maar dat men zich moeite geeft die van binnen uit te veroveren.

These 8 is belangrijk door haar veroordeling van de bekende ternaire formule die de gelijkwaardigheid stelde van partij, vakbond en coöperaties, en die had overheerst ten tijde van de Tweede Internationale en in Italië zelfs, onder verschillende vormen (paritair pakt tussen de partij en de Konfederatie van de Arbeid en andere voorstellingen van dezelfde orde) vóór en na de oorlog van 1914. De formulering van Zinoviev vestigt integendeel een heldere en duidelijke voorkeursorde: 1) partij 2) sovjet 3) vakbond. Ook al is de sovjet een nieuwe historische vorm eigen aan de overgangstaat, hij treedt daardoor nog maar niet zo in de plaats van de partij en ontnemt haar niet de leidende rol. Even belangrijk is de veroordeling van een andere formulering van de KAPD die zegt dat "de partij zich moet aanpassen aan het sovjetidee en zich moet proletariseren". Het idee dat de partij moet versmelten met de sovjets en dat deze haar moeten vervangen is onjuist en reaktionair. Zoals Lenin het altijd heeft staande gehouden is het in de geschiedenis mogelijk dat de sovjets helemaal afhankelijk worden van de bourgeoisie en van de opportunisten: in dat geval zal de partij de macht moeten veroveren tegen de sovjets in.

These 9 herinnert eraan dat de partij nog zeer belangrijke taken heeft te vervullen na de verovering van de macht.

These 10 somt deze taken op: strijd niet alleen tegen de bourgeoisie maar ook tegen de socialisten (onderdrukking van deze partijen en van allen die zich teweer stellen tegen de kommunistische partij). De kommunistische partij organiseert het rode leger, strijdt tegen alle korporatistische tendenzen die de eenheid van het proletariaat breken, tegen het regionale patriotisme en de geborneerdheid van geest die de eenheid van de diktatuur op Staatsniveau bedreigen.

Volgens stelling 11 zal de partij niet eerder verdwijnen dan wanneer de sociale klassen zullen zijn verdwenen (integraal-kommunistische maatschappij). Het is slechts dan wanneer het kommunisme niet meer een doel zal zijn, wanneer de gehele arbeidersklasse kommunistisch zal zijn geworden dat de partij zal kunnen smelten met de arbeidersklasse. De formulering van Marx die spreekt van mensheid en niet van arbeidersklasse is preciezer: inderdaad, eenmaal de kommunistische maatschappij volledig ontwikkeld, heft het proletariaat niet alleen de andere klassen op maar vooral zichzelf. De partij zal een taak te vervullen hebben zolang alle ongezonde tradities van de klassenmaatschappijen niet zullen zijn uitgeroeid.

These 13 bevestigt nog een keer de noodzakelijkheid van de centralisatie en van een ijzeren discipline, in het tijdperk van burgeroorlog een militaire discipline.

These 14 definiëert in de volgende termen het *demokratisch centralisme*: verkiezing van de hogere komitees door de lagere, verplichte onderwerping van elk komitee aan het komitee dat eraan superieur is, een centrum bekleed met volmachten en waarvan het gezag in de tussentijd tussen de partijkongressen door niemand kan worden betwist. Wij moeten opmerken dat in de opvatting van het *organisch centralisme* eigen aan de Linkerzijde, de rol van de kongressen zelf niet is de activiteit van het centrum te beoordelen noch om vertegenwoordigers aan te wijzen, maar te beslissen over kwesties van de oriëntatie, volgens de onver-

anderlijke doctrine van de wereldpartij. Maar in ieder geval heeft de inspiratie van deze these niets democratisch'noch elektoralistisch', verre van dat.

These 15 voorziet in de opschorting van de interne democratische garanties in de perioden van de illegale strijd.

These 16 bevestigt met kracht dit *essentiële* idee dat de autonomie nooit alleen maar een concessie is aan het kleinburgerlijke anarchisme.

These 17 toont de noodzaak aan legale en illegale aktie te combineren, evenals van de noodzakelijkheid van een controle door het centrum van de partij — zelfs als de organisatie ervan illegaal is — over een eventuele parlementaire afvaardiging.

These 18 voorziet erin dat het netwerk van kommunistische groepen in de vakbonden en in de andere organisaties overal ondergeschikt moet zijn aan de kommunistische partij. In de daarop volgende jaren zal de Linkerzijde terecht de organisatievorm volgens cellen, die volgens de formulering van de *bolsewikisering* niet een orgaan van de partij moest zijn maar haar basis zelf, bestrijden.

These 19 bevestigt dat de partij evengoed op het land als in de steden moet bestaan. Dat was overigens een traditie van de revolutionaire beweging in Italië die krachtig steunde op het boerenproletariaat, deze dappere broer van het industrieproletariaat.

Een andere these die de, de oorsprong van de Internationale trouw gebleven Linkerzijde verdedigde in de loop van de daarop volgende jaren: er moet in elk land een partij zijn en slechts een, wat de misleidende formulering van de *sympathiserende* partij uitsloot. Het einde van de these die precieert dat er kommunistische kernen in alle *apolitieke* organisaties moeten zijn sluit uit — en ook hier is de konvergentie met de Linkerzijde totaal — dat men zou kunnen infiltreren in de andere partijen. De laatste these besluit door de verbinding tussen de partij en de massa's op te eisen, wat al tijd bevestigd is door de Linkerzijde en evenzeer door het afwijzen van het *sektarisme* als het *ontbreken van principes*.

Stellingen

Het wereldproletariaat staat aan de vooravond van beslissende gevechten: het tijdperk waarin wij leven is een tijdperk van openlijke burgeroorlogen. Het uur van de beslissing komt nabij. In bijna alle landen waar een belangrijke arbeidersbeweging bestaat zal de arbeidersklasse een reeks verbitterde gevechten moeten leveren, de wapens in de hand. De arbeidersklasse heeft nu meer dan ooit een straffe organisatie nodig. Zij moet zich onvermoeibaar op deze beslissende strijd voorbereiden en mag geen enkel uur van de kostbare tijd verliezen. Had de arbeidersklasse tijdens de Parijse Kommune (1871) een Kommunistische Partij gehad, zelfs een kleine maar voorzien van een hechte organisatie, dan was de eerste heroische opstand van het Franse proletariaat veel sterker uitgevallen en zouden heel wat fouten en zwakheden vermeden zijn. De strijd waarvoor het proletariaat zich nu geplaatst ziet in een andere historische situatie zal een veel grotere invloed op het historisch lot van de arbeidersklasse uitoefenen dan die van het jaar 1871.

Uitgaande van deze opmerkingen vestigt het tweede wereldkongres van de Kommunistische Internationale de aandacht van de revolutionaire arbeiders van de

hele wereld op het volgende:

1. De Kommunistische Partij is een deel van de arbeidersklasse, en precies het meest progressieve, meest klassebewuste en derhalve meest revolutionaire deel. De Kommunistische Partij ontstaat door de spontane selectie van de meest klassebewuste, toegewijdste, vooruitziendste arbeiders. De Kommunistische Partij heeft geen belangen die verschillen van de belangen van de arbeidersklasse. De Kommunistische Partij onderscheidt zich slechts hierdoor van de grote massa van de arbeiders dat zij een algemene visie bezit op de historische weg van de arbeidersklasse in haar geheel, en zich inspant om op alle kronkelingen van deze weg niet de belangen van de bijzondere groepen of beroepen te verdedigen, maar die van de arbeidersklasse in haar geheel. De Kommunistische Partij is de organisatorisch-politieke kracht waarmee het verstgevorderde deel van de arbeidersklasse de gezamenlijke massa's van het proletariaat en het halfproletariaat in de goede richting leidt.

2. Zolang het proletariaat de staatsmacht niet veroverd, zolang het niet voor altijd zijn heerschappij verzekerd en een burgerlijke restauratie onmogelijk gemaakt zal hebben, zolang zal de Kommunistische Partij in haar rangen slechts een minderheid der arbeiders omvatten. Tot aan de verovering van de macht en in de overgangstijd kan de Kommunistische Partij onder gunstige omstandigheden een onverdeelde *ideologische* en *politieke* invloed op alle proletarische en halfproletarische lagen van de bevolking uitoefenen, maar zij kan hen niet in haar rangen opnemen en organiseren. Pas nadat de proletarische diktatuur aan de bourgeoisie zulke machtige beïnvloedingsmiddelen als de pers, het onderwijs, het parlement, de kerk, het ambtenarenapparaat en zo verder ontrouwd zal hebben, pas nadat de definitieve nederlaag van de burgerlijke orde in de ogen van allen evident zal zijn geworden, dan pas zullen alle of bijna alle arbeiders tot de rijen van de Kommunistische Partij beginnen toe te treden.

3. Het begrip partij moet men zeer streng onderscheiden van het begrip klasse. De leden van de "christelijke" en liberale vakbonden in Duitsland, Engeland en andere landen behoren ongetwijfeld tot de arbeidersklasse. Min of meer belangrijke groepen arbeiders die nog steeds de Scheidemann, Gompers en Co. nalopen, zijn zonder enige twijfel een deel der arbeidersklasse. Onder bepaalde historische omstandigheden is het mogelijk dat de arbeidersklasse talrijke reaktioneaire groepen in haar midden herbergt. De opgave van het communisme bestaat er niet in zich aan te passen aan deze achtergebleven elementen der arbeidersklasse maar om de hele arbeidersklasse tot het niveau van de kommunistische voorhoede te verheffen. Het door elkaar halen van deze twee begrippen *partij* en *klasse* kan leiden tot de zwaarste fouten en misverstanden. Zo is het bijvoorbeeld overduidelijk dat de arbeiderspartij ondanks de vooroordelen en de geestesgesteldheid van een deel van de arbeidersklasse tijdens de imperialistische oorlog tot elke prijs tegen deze vooroordelen en deze mentaliteit in verzet moest komen in naam van de historische belangen van het proletariaat die

aan zijn Partij oplegden aan de oorlog de oorlog te verklaren.

Zo bijvoorbeeld beriepen zich bij het begin van de imperialistische oorlog van 1914 de verraderspartijen der sociaal-demokraten van alle landen, "hun" bourgeoisie ondersteunend, er voortdurend op dat deze gedragslijn volgens de wil van de arbeidersklasse was. Daarbij vergeten zij dat zelfs indien dat zo zou zijn geweest, het de taak van de proletarische Partij in zo een situatie zou moeten zijn geweest, op te treden tegen de stemming van de meerderheid van de arbeiders en, alles ten spijt, de historische belangen van het proletariaat te vertegenwoordigen. Zo wezen op het eind van de XIXe eeuw de Russische Mensjewiki uit die tijd (de zogenaamde "ekonomisten") de openlijke politieke strijd tegen het tsarisme af met de motivering, dat de arbeidersklasse in haar totaliteit nog niet rijp zou zijn om de noodzaak van de politieke strijd te begrijpen. Precies zo beroepen zich in Duitsland de Onafhankelijken ter rechterzijde bij al hun aarzelingen en hun halfheden op de "wensen van de massa's" en begrijpen niet dat de Partij er juist is om de massa's voor te gaan en hen de weg te wijzen.

4. De Kommunistische Internationale is er vast van overtuigd dat het bankroet van de oude "sociaal-demokratische" partijen van de Tweede Internationale in geen geval beschouwd mag worden als de ineenstorting van de proletarische Partij in het algemeen. Het tijdperk van de directe strijd om de diktatuur van het proletariaat verwekt op wereldschaal een nieuwe Partij van het proletariaat, de Kommunistische Partij.

5. De Kommunistische Internationale wijst absoluut de opvatting van de hand volgens welke het proletariaat zonder zelfstandige politieke Partij in staat zou zijn zijn revolutie te volvoeren. Elke klassenstrijd is een politieke strijd. Het doel van deze strijd, die onvermijdelijk de neiging heeft zich in burgeroorlog te veranderen, is de verovering van de politieke macht. Welnu, de politieke macht kan juist slechts door een politieke partij veroverd, georganiseerd en geleid worden. Alleen als het proletariaat geleid wordt door een georganiseerde en beproefde Partij die duidelijk bepaalde doeleinden nastreeft en met een programma van erg preciese maatregelen zowel op het gebied van de binnenlandse als van de buitenlandse politiek, is het mogelijk dat de verovering van de politieke macht niet een toevallige episode is, maar het uitgangspunt voor een duurzame arbeid van kommunistische opbouw van de maatschappij door het proletariaat.

Dezelfde klassenstrijd vereist ook de centralisatie en de eenheidsleiding van de verschillende soorten van de proletarische beweging (vakbonden, kooperaties, fabriekskomitees, onderwijsorganisaties, verkiezingen enz.)

Het organiserende en leidende centrum kan slechts een politieke Partij zijn. Weigeren de politieke Partij in het leven te roepen, haar sterk te maken en zich aan haar te onderschikken staat gelijk met het weigeren van de enkelvoudige leiding van de afzonderlijke gevechtseenheden van het proletariaat die op verschillende plaatsen van het strijd-toneel slag aan het leveren zijn. De klassenstrijd van het proletariaat vereist een gekoncentreerde agitatie die de verschillende etappen van de strijd vanuit een eenheidsstandpunt belicht en de

aandacht van het proletariaat op elk gegeven moment op de preciese taken die het geheel van de klasse betreffen, vestigt. Dat kan niet gerealiseerd worden zonder een gecentraliseerd politiek apparaat, dat wil zeggen buiten een politieke Partij.

Derhalve heeft de propaganda van de revolutionaire syndikalisten en van de aanhangers van de "Industrial Workers of the World" (IWW) tegen de noodzakelijkheid van een zelfstandige politieke Partij objektief alleen maar de bourgeoisie en de kontrarevolutionaire "sociaal-demokraten" geholpen en doet zij dat nog. In hun propaganda tegen de Kommunistische Partij die zij door de vakbonden alleen zouden willen vervangen of door willekeurig welke informele "algemene" arbeidersverenigingen, komen de syndikalisten en de industrialisten uiteindelijk bij de uitgesproken opportunisten terecht.

Na de nederlaag van de revolutie van 1905 predikten de Russische Mensjewiki enkele jaren het idee van wat zij het Arbeiderskongres noemden, dat volgens hen de revolutionaire Partij van de arbeidersklasse moest vervangen. Alle mogelijke "gele travallisten" in Engeland of Amerika komen onder de arbeiders op voor het oprichten van vormeloze verenigingen of voor onduidelijke, uitsluitend parlementaire associaties in plaats van voor een echte politieke Partij, terwijl zij in werkelijkheid een uitgesproken burgerlijke politiek voeren. De revolutionaire syndikalisten en de industrialisten willen de diktatuur van de bourgeoisie bestrijden maar weten echter niet hoe men dat moet doen. Zij hebben niet in de gaten dat de arbeidersklasse zonder zelfstandige politieke partij een lichaam zonder hoofd is.

Het revolutionaire syndikalisme en het industrialisme zijn alleen een stap voorwaarts in vergelijking met de oude inerte kontrarevolutionaire ideologie van de IIIe Internationale. In vergelijking met het revolutionair marxisme, dat wil zeggen het kommunisme, zijn het syndikalisme en het industrialisme een stap terug. De verklaring van de "linkse" kommunisten in Duitsland (KAPD) op hun oprichtingskongres in april dat zij wel een partij oprichten maar "geen partij in de traditionele zin" is een ideologische kapitulatie voor de reaktionaire opvattingen van het syndikalisme en het industrialisme.

De arbeidersklasse kan de overwinning op de bourgeoisie niet behalen door alleen de algemene staking en alleen de taktiek van het "de armen over elkaar". Het proletariaat moet komen tot de gewapende opstand. Wie dat begrepen heeft zal ook de noodzakelijkheid voor deze taak inzien van een georganiseerde politieke Partij en de ontoereikendheid beseffen van vormeloze arbeidersorganisaties.

De revolutionaire syndikalisten praten vaak over de grote betekenis die een vastbesloten revolutionaire minderheid moet spelen. Wel, in werkelijkheid, deze vastbesloten minderheid van de arbeidersklasse, deze kommunistische minderheid besloten om te handelen, die een programma bezit, klaar om de massa's te organiseren, dat is precies de Kommunistische Partij.

6. De belangrijkste taak van een werkelijk kommunistische Partij bestaat erin altijd in

in nauw kontakt te blijven met de meest brede massa's der proletariërs. Om dat te bereiken kunnen en moeten de kommunisten ook binnen organisaties werken, die, zonder Partijorganisaties te zijn, uitgebreide arbeidersmassa's omvatten zoals bijvoorbeeld de organisaties van oorlogsslachtoffers in de verschillende landen, de komitees "Hands off Russia" ("Handen af van Rusland") in Engeland, de proletarische huurdersorganisaties enz. Een bijzonder belangrijk voorbeeld is dat van de zogenaamde konferenties van "partijloze" arbeiders en boeren in Rusland. Zulke konferenties worden in bijna elke stad, arbeiderswijk en dorp bijeengeroepen. Aan de verkiezingen voor deze konferenties nemen de breedste kringen arbeiders, waaronder ook de konservatieve, deel. Op deze konferenties worden de meest brandende kwesties besproken, bijvoorbeeld: het voedselprobleem, het huisvestingsprobleem, de opvoeding, de militaire situatie, het onderwijs, de politieke opgaven die aan de orde zijn enz. De kommunisten spannen alle krachten in om invloed te krijgen op deze "partijlozenkonferenties" en doen dat met groot sukses voor de Partij.

De kommunisten zien als hun belangrijkste taak: het systematische organisatie- en opvoedingswerk binnen deze massaorganisaties van arbeiders. Maar om dit werk met sukses te volbrengen, om de vijanden van het proletariaat te verhinderen de heerschappij over deze brede arbeidersorganisaties te verkrijgen, moeten juist de klassebewuste kommunistische arbeiders hun eigen zelfstandige, gedisciplineerde Kommunistische Partij oprichten, die georganiseerd optreedt en in staat is bij elke wending der gebeurtenissen en bij elke vorm die de beweging mag aannemen, de algemene belangen van het kommunisme te behartigen.

7. De kommunisten ontvluchten geenszins de "partijloze" massaorganisaties. Onder zekere omstandigheden zelfs dan niet als deze een uitgesproken reaktionair karakter hebben (gele vakbonden, christelijke vakbonden en dergelijke). De Kommunistische Partij werkt gestadig in deze organisaties en bewijst de arbeiders onvermoebaar dat het idee van politieke neutraliteit uitdrukkelijk als principe door de bourgeoisie en haar lakeien onder de arbeiders gekultiveerd wordt, om de proletariërs van de georganiseerde strijd voor het socialisme af te leiden.

8. De oude "klassieke" indeling van de arbeidersbeweging in drie vormen (Partij, vakbonden en kooperaties) heeft duidelijk haar tijd gehad. De proletarische revolutie in Rusland heeft de grondvorm van de proletarische diktatuur geschapen: de sovjets. In de eerstvolgende tijd zullen we de volgende indeling krijgen: 1. de Partij 2. de sovjets 3. de vakbonden. Maar de Partij van het proletariaat, dat wil zeggen de Kommunistische Partij, moet onophoudelijk en planmatig het werk zowel in de sovjets als ook in de revolutionaire vakbonden leiden. De georganiseerde voorhoede van de arbeidersklasse — de Kommunistische Partij — moet in gelijke mate de belangen zowel van de economische alsook van de politieke en kulturele strijd van de arbeidersklasse in haar geheel leiden. De Kommunistische Partij moet ook de ziel zijn van de vakbonden alsook van de arbeidersraden en van alle andere vormen van proletarische organisaties.

Het ontstaan van de sovjets als de historische hoofdvorm van de proletarische diktatuur doet niet de minste afbreuk aan de leidende rol van de Kommunistische Partij in de proletarische revolutie. Wanneer de Duitse "linkse" kommunisten (zie de oproep van hun partij aan het Duitse proletariaat van 14 april 1920, ondertekend met: Kommunistische ArbeidersPartij van Duitsland" verklaren, dat "ook de Partij zich meer en meer moet aanpassen aan het idee van de raden en een proletarisch karakter moet aannemen" (*Kommunistische Arbeiterszeitung* nr. 54), dan komt dat erop neer te zeggen, dat de Kommunistische Partij zou moeten opgaan in de raden, dat de raden in staat zouden zijn de Kommunistische Partij te vervangen.

Dit idee is helemaal fout en reaktionair.

In de geschiedenis van de Russische revolutie hebben wij een hele fase gekend waarin de sovjets tegen de proletarische Partij opstonden en de politiek van de agenten van de bourgeoisie ondersteunden. Men heeft hetzelfde verschijnsel in Duitsland kunnen waarnemen en het is ook in andere landen mogelijk.

Opdat de raden hun historische zending vervullen is integendeel het bestaan van een sterke Kommunistische Partij noodzakelijk die zich niet eenvoudigweg aan de sovjets "aanpast", maar die in staat moet zijn ze op te wekken elke "aanpassing" aan de bourgeoisie en de witte garde der sociaal-demokratie te weigeren, en door de kommunistische fracties in de sovjets de Kommunistische Partij tot de leidende partij in de sovjets maakt.

Wie de Kommunistische Partij aanbeveelt zich aan de sovjets "aan te passen", wie in deze aanpassing een versterking van het "proletarisch karakter" van de Partij ziet, die bewijst zowel de Partij alsook de sovjets een slechte dienst, die begrijpt noch de betekenis van de Partij noch de betekenis van de sovjets. Het "sovjetidee" zal des te sneller overwinnen naarmate wij in staat zullen zijn in elk land een zo sterk mogelijke Partij te scheppen. Tegenwoordig belijden ook vele "Onafhankelijken" in woorden het "idee van de sovjets", zelfs rechtse socialisten. Maar men kan deze elementen slechts dan verhinderen het idee van de sovjets te denatureren, als wij een sterke Kommunistische Partij hebben die in staat is de politiek van de sovjets beslissend te bepalen en ze te leiden.

9. De Kommunistische Partij is niet alleen voor en tijdens de verovering van de macht noodzakelijk voor de arbeidersklasse, maar ook nog *erna* wanneer de macht reeds in de handen van de arbeidersklasse is overgegaan. De geschiedenis van de Kommunistische Partij van Rusland die in een immens land drie jaar de macht heeft, laat zien dat de rol van de Kommunistische Partij na de verovering van de macht door de arbeidersklasse niet bepaald geringer is geworden maar integerdeed buitengewoon is toegenomen.

10. Op het moment van de verovering van de macht door het proletariaat vormt zijn Partij desondanks als tevoren slechts een deel van de

arbeidersklasse. Maar dat is juist dat deel van de arbeidersklasse dat de overwinning georganiseerd heeft. De Kommunistische Partij heeft in Rusland in de loop van twee decennia —in Duitsland in de loop van een reeks jaren— in de strijd niet alleen met de bourgeoisie maar ook met die "socialisten" die in werkelijkheid de agenten zijn van de bourgeoisie onder het proletariaat, in haar rangen de standvastigste, met het helderste inzicht en verst gevorderde strijders van de arbeidersklasse opgenomen. Alleen dan wanneer zo een kompakte organisatie van het beste deel van de arbeidersklasse bestaat, kan men alle moeilijkheden overwinnen waarvoor de proletarische diktatuur op de dag na de overwinning zal staan. Het scheppen van een nieuw proletarisch leger, het Rode Leger, de feltelijke vernietiging van het burgerlijk Staatsapparaat en zijn vervanging door de eerste omlijnings van een nieuw Staatsapparaat, de proletarische Staat, de strijd tegen de neiging tot groepsvorming van afzonderlijke arbeidersgroeperingen, de strijd tegen het lokale "patriottisme", het openen van nieuwe wegen bij het scheppen van een nieuwe werkdiscipline: op al deze gebieden hoort het beslissende woord aan de Kommunistische Partij waarvan de leden door hun levend voorbeeld de meerderheid van de arbeidersklasse moeten leiden.

11. De noodzakelijkheid van een politieke Partij van het proletariaat valt eerst na de volledige afschaffing van de klassen weg. Het is mogelijk dat op de weg naar deze definitieve overwinning van het kommunisme de betekenis van de drie grondvormen van de proletarische organisaties van nu (Partij, sovjets, vakbonden) zich verandert, en dat geleidelijk een eenheidstype arbeidersorganisatie zal uitkristalliseren. De Kommunistische Partij zal echter eerst dan volledig *in de arbeidersklasse* opgaan als het kommunisme zal zijn opgehouden het doel van strijd te zijn, en als de gehele arbeidersklasse kommunistisch zal zijn geworden.

12. Het tweede Kongres van de Kommunistische Internationale moet niet alleen de historische zending van de Kommunistische Partij bevestigen, maar het moet het internationale proletariaat ook, op zijn minst in grote trekken, aangeven wat voor type Kommunistische Partij wij nodig hebben.

13. De Kommunistische Internationale is van mening dat de Kommunistische Partij vooral in het tijdperk van de diktatuur van het proletariaat volgens het principe van een streng proletarisch centralisme opgebouwd moet zijn. Om de arbeidersklasse in de lange en verbitterde burgeroorlog die uitgebroken is met succes aan te voeren, moet de Kommunistische Partij zelf in haar eigen rangen een streng militair discipline scheppen. De ervaring van de Kommunistische Partij van Rusland, die in de burgeroorlog drie jaren lang de arbeidersklasse aanvoerde, heeft aangetoond dat zonder de strengste discipline, zonder volledig doorgevoerd centralisme en zonder volledig kameraadschappelijk vertrouwen van alle Partijorganisaties in het leidend centrum van de Partij, de overwinning van de arbeiders onmogelijk is.

14. De Kommunistische Partij moet volgens het principe van het democratisch centralisme opgebouwd zijn. De verkiesbaarheid van hogere partijorganen door de lagere, het absoluut bindende karakter van alle richtlijnen van de bovengestelde organen voor de ondergeschikte, het bestaan van een sterk partijcentrum waarvan het gezag voor alle leidinggevende partijgenoten in de tijd tussen twee partijkongressen onbetwist is, dat zijn de essentiële principes van het democratisch centralisme.

15. Een hele rij Kommunistische Partijen in Europa en in Amerika is gedwongen een illegaal bestaan te leiden als gevolg van de staat van beleg die de bourgeoisie tegen de kommunisten heeft uitgeroepen. Men moet bedenken dat men bij een dergelijke stand van zaken van tijd tot tijd genoodzaakt is, af te zien van de strenge doorvoering van het principe van de verkiesbaarheid, en aan de leidende organen van de Partij het recht van koöptatie toe te kennen zoals dat indertijd in Rusland het geval was. Gedurende de staat van beleg is de Kommunistische Partij natuurlijk niet in staat zich van het democratisch referendum onder alle partijleden te bedienen (zoals een deel van de kommunisten in Amerika heeft voorgesteld) bij elke ernstige kwestie. Zij moet daarentegen aan haar leidinggevend centrum het recht toekennen als het nodig is belangrijke besluiten te nemen in naam van alle leden van de Partij.

16. Het opeisen van een grote "autonomie" voor de afzonderlijke lokale organisaties van de Partij kan heden ten dage alleen maar de rangen van de Kommunistische Partij verzwakken, haar vermogen tot handelen ondermijnen en de kleinburgerlijke anarchistische en ontbindende tendenzen begunstigen.

17. In de landen waarin de bourgeoisie of de kontrarevolutionaire sociaal-demokratie aan de macht is moeten de Kommunistische Partijen leren de legale arbeid systematisch met de illegale te verbinden, en in het bijzonder moet de legale arbeid steeds door de illegale Partij gecontroleerd worden. De kommunistische parlementsfrakties zowel in de centrale als in de lokale instellingen van de Staat, moeten volledig ondergeschikt zijn aan de Partij in haar geheel, om het even of zij op een gegeven ogenblik legaal of illegaal is. De afgevaardigden die op deze of gene manier weigeren zich te onderwerpen aan de Partij moeten uit de rijen der kommunisten worden uitgestoten. De legale pers (kranten, verschillende uitgaven) moet onvoorwaardelijk, volkomen aan de Partij in haar geheel en haar centrale komitee ondergeschikt zijn.

18. De hoeksteen van alle organisatorische werk van de Kommunistische Partij moet zijn: overal kommunistische cellen in het leven te roepen waar proletariërs en halfproletariërs zijn, ook al is hun aantal gering. In elke sovjet, in elke vakbond, in elke koöperatie, op elke werkplaats, in elk huurderskomitee, overal waar zich ook maar drie personen bevinden die met het kommunistische sympathiseren moet men meteen een kommunistische cel oprichten. Alleen de organi-

satorische geslotenheid van de kommunisten geeft de voorhoede van de arbeidersklasse de mogelijkheid de gehele arbeidersklasse aan te voeren. Alle kommunistische cellen die in de "partijloze" organisaties werkzaam zijn moeten rigoreus aan het geheel van de Partij ondergeschikt zijn, onverschillig of haar aktie op het betreffende moment legaal of illegaal is. De verschillende kommunistische cellen moeten streng hiërarchisch volgens een zo exakt mogelijk systeem gekoördineerd worden.

19. De Kommunistische Partij ontstaat bijna overal als stedelijke partij, als partij van de industriearbeiders die hoofdzakelijk in de steden wonen. Om de overwinning van de arbeidersklasse te vergemakkelijken en te versnellen, is het noodzakelijk dat de Kommunistische Partij niet alleen een stedelijke partij blijft maar ook op het platteland aan invloed wint. De Kommunistische Partij moet haar propaganda en haar organisatorische werkzaamheid onder de landarbeiders, onder de kleine en middelkleine boeren ontplooien. De Kommunistische Partij moet met bijzondere zorg zich inspannen aan de organisatie van kommunistische cellen op het platteland te arbeiden.

De internationale organisatie van het proletariaat kan slechts dan sterk zijn als in alle landen waarin kommunisten leven en strijden de boven geformuleerde stellingen over de rol van de Kommunistische Partij opgelegd worden. De Kommunistische Internationale heeft alle vakbonden die de principes van de IIIe Internationale aanvaarden en bereid zijn met de gele Internationale te breken, uitgenodigd voor haar Kongres. De Kommunistische Internationale zal een internationale Sektie van de rode vakbonden organiseren die zich plaatsen op het terrein van het kommunisme. De Kommunistische Internationale zal niet weigeren met welke "partijloze" organisatie dan ook die een serieuze revolutionaire strijd tegen de bourgeoisie wil voeren, samen te werken. Maar de Kommunistische Internationale zal daarbij steeds de proletariërs van de hele wereld herinneren aan de volgende principes:

1. De Kommunistische Partij is het voornaamste essentiële wapen tot emancipatie van de arbeidersklasse. Wij moeten nu in elk land niet meer groepen en stromingen maar een Kommunistische Partij hebben.
2. In elk land mag slechts een enkele Kommunistische Partij bestaan.
3. De Kommunistische Partij moet alleen op het principe van het strengste centralisme gegrondvest zijn en in het tijdperk van de burgeroorlog moet zij in haar rangen een militaire discipline instellen.
4. Overal waar ook slechts 10 proletariërs of halfproletariërs zijn moet de Kommunistische Partij een georganiseerde cel hebben.
5. In elke "partijloze" organisatie moet een kommunistische cel bestaan, strikt ondergeschikt aan de Partij in haar geheel.
6. Terwijl de Kommunistische Partij het revolutionaire program en taktiek van het kommunisme onwrikbaar verdedigt, moet zij steeds zo nauw mogelijk met de grote arbeidersorganisaties verbonden zijn en sektarisme evenzeer vermijden als principeloosheid.

Opnieuw wilde havenstaking in Rotterdam

Nadat de vakbonden negen jaar lang de CAO-onderhandelingen in de havens beheerst en er, zoals in alle sectoren de lonen gematigd hebben, zodat de goedbetaalde havenarbeider van 1970 nu een stuk achter ligt bij zijn kollega's in de andere bedrijfstakken, hebben nu de havenarbeiders eensgezind de lijn van de vakbonden doorbroken. Begonnen op 23 augustus als een staking bij het sleepbootbedrijf Smit Internationale van 500 man, en massaal uitgebreid op maandag 27 augustus door de arbeiders van de hele stukgoedsektor, zijn nu zo'n 8000 arbeiders al hun vierde, niet door de erkende bonden ondersteunde stakingsweek ingegaan. Hun eisen zijn:

- 30 gulden schoon per week per 1 januari
- pensioen op 60-jarige leeftijd.
- 25 dagen vakantie per jaar.
- herstel van de volledige prijskompensatie.
- 35-urige werkweek en
- vijfploegendienst in de volcontinubedrijven.
- doorbetaling van de gestaakte dagen.
- voorschot van 500 gulden ineens.

Nadat de bonden (VervoersBonden-FNV) al sinds vorig jaar op hun CAO-vergaderingen de looneis van f30,- schoon hadden horen eisen voor 1979, en die leden dit jaar eerst het bereikte CAO-resultaat te weten een bruto loonsverhoging van f0,12 per uur (!) hadden afgestemd, werden de bovengenoemde eisen op de nieuwe CAO vergaderingen massaal ondersteund. Maar de vakbonden wilden nog niet wijken voor de leden.

De staking begon bij het stadssleepbedrijf waar men 50 gulden schoon per week méér eist. Daar was al wel een CAO afgesloten, en door middel van schriftelijke stemming per post met een minime meerderheid: 154 tegen 138 stemmen door de leden aangenomen. De stakers daar menen er door deze CAO financieel op achteruit te gaan. De Vervoersbonden-FNV piekeren er niet over deze staking te ondersteunen omdat zij voor de rechter geen been zouden hebben om op te staan en omdat het hun hele matiging-betekent-werkgelegenheid-politiek op de tocht zou zetten. Voor de haven zelf, waar het principe-akkoord dus was afgestemd, hebben de bonden op dringende uitnodiging van de werkgevers opnieuw met deze onderhandeld, en onder invloed van de toen al een week oude staking (die ondertussen onverminderd door gaat, vooral in het begin gesteund door solidariteitsstakingen bij de machinale containerbedrijven, de sleepers in het Europoortgebied en ook door stakingen in de haven van Amsterdam waar zo'n 2000 man werken, welke stakingen evenwel meestal niet langer duurden dan een symbolische 24 uur) hun eisen verscherpt, maar het resultaat op 4 september staat in geen verhouding tot de eisen zoals geformuleerd door het Gezamenlijk Aktiekomitee (zie boven): 28,50 gulden bruto per week, per 1 juli; vervroegde uittrekking vanaf 62 jaar; 25 vakantiedagen.

Daarop verwierp het Centraal Bestuur Bedrijfsgroep Havens het door hun bondsleiding behaalde akkoord en eiste dat de loonsverhoging per 1 januari van dit jaar zou ingaan. Als reactie op de weigering van het hoogste orgaan van de Vervoersbonden-FNV, de FederatieRaad, verlieten 9 van de 15 leden die daarin zitting hebben voor de Havens dit orgaan. Dit wordt door de stakers opgevat als een steun in de rug.

Er is dan ook sprake van een grote kloof tussen de erkende bonden en de stakers (de protestants-christelijke bond CNV is vierkant tégen de staking). De bonden probeerden hun leden ervan te weerhouden om te gaan staken, en zij overwogen nu zelfs aan hun leden als die zich bereid verklaren om te gaan werken, een voorschot te geven van tenminste 500 gulden!

Deze breuk tussen vakbeweging en haar leden, welke ook al optrad in 1970 en die toen geleid heeft tot een akkoord tussen werkgevers en vakbonden om voortaan een dergelijke explosie te voorkomen (de haven- en wervenstaking van 1970 leidde tot een algemene loonronde van 400 gulden in de hele nederlandse industrie), wordt door al de "verantwoordelijke autoriteiter" betreurd: regering en werkgevers gebruiken termen als "gevaarlijk" en "zorgwekkend"

Tot nu toe zijn er weinig konfrontaties met de politie geweest, al ziet het er nu naar uit dat die onvermijdelijk gaan worden: de aktieleiding heeft besloten de aktie uit te breiden en te verscherpen; dat wil zeggen: ook de containerbedrijven (ongeveer 6000 man) moeten plat en wel voor onbepaalde duur.

De gevolgen van deze staking zullen ongetwijfeld even verreichend zijn als die van de staking in '70. De vakbondsleden in de overige sektoren hebben voor de CAO van 1980 een loonais gesteld. Ook al zal het uiteindelijk resultaat misschien niet geheel volgens de eisen zijn, Rotterdam's arbeidersklasse heeft de weg terug gewezen naar authentieke klassenstrijd!

DE BIJENKOMST IN ANTWERPEN VAN 23 MEI EN HET ONK

Op 23 mei vond er in Antwerpen een bijeenkomst plaats waaraan verschillende comité's deelnamen (het ONK, mijnwerkerkerscomité, comité van werklozen en van de publieke werken) en waar de politieke organisaties: de IKS, de GCI en wij zelf, hebben geïntervenieerd. Deze bijeenkomst waar de organisatieproblemen van de arbeidersstrijd besproken zouden worden -terwijl het verraad van de vakbondsleidingen voorop werd gesteld- was bijeengercepen en georganiseerd door de IKS, die als voorwaarde voor deelname aan de bijeenkomst stelde dat men het erover eens was dat:

- de leidingen van de vakbonden de strijd verraden,
- en dat het onmogelijk is de strijd binnen het vakbondskader te organiseren.

De eerste interventies, die van de comité's, hebben de strijd uit het verleden, de aanvallen op de arbeidersklasse weergegeven, en het verraad van de vakbondsleidingen veroordeeld. Als antwoord op de konstatering van deze proletariërs dat het moeilijk is het isolement en de verdeeldheid waarin de arbeidersklasse zich nu bevindt te doorbreken, verklaarde de IKS dat het onmogelijk was de proletariërs te organiseren in de vakbonden.

Onze interventie kon de bluf ontmaskeren van de IKS die zo graag had willen doen geloven dat de arbeiders die zich organiseren buiten de vakbonden zich noodzakelijkerwijs op haar terrein plaatsen: dat van het principiële anti-syndikalisme. Het antwoord van het ONK (1), waarover de IKS duidelijk niet spreekt in haar verslag, zette de zaken weer recht. Overigens, men hoeft maar de publikaties van het ONK in te kijken om te weten dat het niet anti-syndikalistisch is! Gelukkig had niemand rekening gehouden met de politieke voorwaarde vooraf van de IKS, en het debat 'wel of niet binnen de vakbonden werken' zou niet eens ontstaan zijn als de IKS daar niet was geweest.

Het ONK vecht met alle kracht die het heeft tegen het isolement dat in de periodes van teruggang van de strijd steeds groter wordt. En we kunnen het alleen maar feliciteren met zijn werk gezien zijn internationale kontakten en vanwege zijn klasseposities die geleid hebben tot het oprichten van een groot comité voor allen die zich plaatsen op het terrein van de werkelijke verdediging van de belangen van de arbeidersklasse onafhankelijk van hun politieke, godsdienselijke of filosofische ideeën.

Maar laten we eens kijken hoe de IKS zich gedraagt ten opzichte van zo'n comité: in 1977 weigert zij de hulp die het ONK aan de IKS vroeg onder voorwendsel dat er gauchistische organisaties in werkten. Het is een feit dat er zich in de arbeidersklasse agenten van de bourgeoisie bevinden, en ook gauchisten met hun methodes die de strijd in een doodlopende weg leiden en tot de nederlaag voeren. Maar het gaat er niet om de hulp aan een comité te weigeren omdat er gauchisten in werkten! Het gaat er integendeel om deze elementen te bestrijden. En als militanten der gauchisten of vakbondsmilitanten van de CP serieus willen strijden met de strijdmethodes die het comité heeft geadopteerd, kan men hen niet weigeren onder voorwendsel van de inhoud van het politieke program van hun partij. Het probleem is deze individuen te disciplineren wanneer zij proberen te werken voor hun eigen parochie en dus de arbeiders verdelen en het doel van de strijd laten mislukken. Een comité opgericht om te vechten voor de economische belangen van de arbeidersklasse kan geen politieke voorwaarden vooraf stellen.

Momenteel beklamt de IKS de onmogelijkheid voor de werkers zich in permanente comité's te organiseren, die volgens haar voorbestemd zijn om te degenereren; en vandaar haar konklusie dat de proletariërs zich slechts in kortstondige politieke discussiegroepen kunnen organiseren! Maar de arbeidersklasse moet opnieuw leren te vechten en, zolang zij niet in staat zal zijn haar loon, haar dagelijks brood te verdedigen zal zij niet in staat zijn de revolutie te maken. Voor een efficiënte verdediging van haar belangen zijn de permanente klasse-organisaties (die verschillende vormen kunnen aannemen) onmisbaar. Het gegeven dat zij in de huidige periode kortstondig zijn is geen reden om te konkluderen dat zij zo moeten zijn, en dat zij in geen geval toekomstmogelijkheden hebben. De kontakten en verbindingen die de verschillende beroepen, fabrieken en nationaliteiten overkoepelen, worden niet in één dag tot stand gebracht en zelfs niet in de loop van één arbeidsconflict (het is dan vaak al te laat). En het is wel belangrijk dat er open en proletarische organisaties opkomen die de kracht hebben om een staking te doen uitbreken of zich in een algemene vergadering met succes tegen de vakbondsleiding te verzetten. Dit kan slechts geschieden door een regelmatige arbeid van lange adem en men moet zich er de middelen voor geven: proberen zich duurzaam te organiseren.

Dat een comité als het ONK op het moment in de minderheid is, is slechts het gevolg van de kontrarevolutie. Men mag er niet de konklusie uit trekken dat het 'de pretentie' heeft 'in de plaats te treden van de arbeidersklasse'. Men mag niet eisen dat de arbeidersklasse in haar geheel en op hetzelfde moment tot ontwaken komt. Voor de IKS zijn het alleen de algemene vergaderingen die de klasse vertegenwoordigen. En dan nog moeten die algemene vergaderingen de kracht hebben om een klasseinhoud uit te drukken. En hiervoor moet men werken zoals het ONK het tot nu toe gedaan heeft, zonder, in de poging het isolement te doorbreken, hetzij onder de vleugel van de reformistische en opportunistische partijen te geraken (SP-CP) -die steeds proberen de strijd te begraven- hetzij terecht te komen in de sektarische posities van de IKS - wat het isolement van het comité nog zou doen toenemen- onder het voorwendsel dat het comité een 'politieke stap' vooruit zou hebben gedaan.

1 - Het is niet uit kleinering of onderschatting van de andere comité's dat wij slechts over het ONK spreken, maar omdat wij het beter kennen.

2 - Wij wijzen erop dat wij helaas niet hebben kunnen interveniëren in de mate waarin wij het hadden gewild omdat wij geen kameraad hadden die vlaams spreekt. Wij hadden dus moeite om de hele bijeenkomst in detail te volgen. Het is eveneens daarom dat wij slechts één aspect ervan behandelen in dit artikel ondanks het feit dat er vele interessante problemen zijn opgeworpen tijdens deze bijeenkomst.

Aujourd'hui, notre réseau de presse devient international. Dans bon nombre de pays, notre Parti par l'intermédiaire de ses organes spécifiques peut donner son appréciation des événements locaux. C'est ainsi qu'existent déjà :

- en langue française : Le Prolétaire (journal)
Programme communiste (revue théorique)
- en langue anglaise : Communist Program (revue théorique)
- en langue italienne : Il Programma Comunista (journal)
- en langue espagnole : El Comunista (journal)
El Programa Comunista (revue théorique)
El Prolétario (pour l'Amérique Latine, journal)
- en langue arabe : El Oumami (journal pour les pays du Maghreb et l'immigration)
- en langue allemande : Kommunistisches Programm (revue théorique)
Proletarier (journal)
- un supplément au Prolétaire pour la Suisse
- un supplément au prolétaire pour la Belgique, avec une partie en néerlandais - dont nos textes fondamentaux.

Le Supplément belge a pour tâches :

- d'aborder les problèmes spécifiques à la Belgique, d'apprécier les différentes forces adverses
- tend modestement sur le plan politique à rétablir les véritables principes marxistes
- il tend aussi à donner quelques orientations pratiques concernant les luttes immédiates de la classe ouvrière.

**Soutenez la presse
du Parti**

**Diffusez-la !
Abonnez-vous !**

abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou postal
à l'ordre de F. Gambini

n° 80 de programme communiste

- L'Europe dans la perspective révolutionnaire communiste.
- Il y a 60 ans naissait la Troisième Internationale.
- Moyen-Orient.
 - Le long calvaire de la transformation des paysans palestiniens en prolétaires.
 - La paix israélo-égyptienne et le nouvel ordre impérialiste au Moyen-Orient.
- Les revendications « transitoires » dans la tactique communiste.
- Sur le fil du temps — Le prolétariat et la guerre : La guerre révolutionnaire prolétarienne — Le roman de la guerre sainte — Etat prolétarien et guerre.

AUX EDITIONS « PROGRAMME COMMUNISTE »

EN LANGUE FRANÇAISE

- La question parlementaire dans l'Internationale Communiste, 60 pages .. 4,00 F
- Revue « Programme Communiste » :
 - N^{os} 1 à 42 épuisés
 - N^{os} 47, 50, 56, 61 4,00 F
 - N^{os} doubles : 43-44, 48-49, 51-52, 55 7,00 F
 - N^o 58 (192 pages) 10,00 F
 - N^{os} 59, 60, 62, 63 5,00 F
 - N^{os} 64, 65 6,00 F
 - N^{os} 66, 67, 68 8,00 F
- Journal « Le Proletaire » - Collections reliées :
 - Volume III : du n^o 118 au n^o 163 (années 1972-73) 40,00 F
 - Volume IV : du n^o 164 au n^o 210 (années 1974-75) 40,00 F
- Série : « Les textes du Parti Communiste International » :
 - 1. Communisme et fascisme, 158 pages 8,00 F
 - 2. Parti et classe, 112 pages 8,00 F
 - 4. Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 56 pages en réimpression
 - 5. La « Maladie infantile », condamnation des futurs renégats. Sur la brochure de Lénine « La maladie infantile du communisme » 100 pages 7,00 F
 - 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classes, 60 pages 4,00 F
 - 7. Défense de la continuité du programme communiste, 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 15,00 F

EN LANGUE ITALIENNE

- Storia della Sinistra comunista - Vol. 1 - 1912-1919 : dalle origini, attraverso il primo conflitto imperialistico, all'immediato dopoguerra, 423 pages 30,00 F
- Storia della Sinistra comunista - Vol. 2 - 1919-1920 : dal congresso di Bologna del PSI al secondo congresso dell'Internazionale Comunista, 740 pages 40,00 F
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi, 752 pages 45,00 F
- Série : « I testi del partito comunista internazionale » :
 - 1. Tracciato d'impostazione — I fondamenti del comunismo rivoluzionario, 62 pages 7,00 F
 - 2. In difesa della continuità del programma comunista, 200 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 12,00 F
 - 3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico - Comunismo e conoscenza umana, 125 pages 12,00 F
 - 4. Partito e classe, 137 pages 15,00 F
 - 5. « L'estremismo malattia infantile del comunismo » condanna del futuri rinnegati, 123 pages 12,00 F
 - 6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti, 198 pages 10,00 F

EN LANGUE ALLEMANDE

- 1. Die Frage der revolutionären Partei, 56 pages 4,00 F
- 2. Revolution und Konterrevolution in Russland, 86 pages 6,00 F
- 3. Der Kampf gegen den alten und den heutigen Revisionismus, 76 pages 6,00 F
- 4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus, 88 pages 8,00 F
- 5. Was heisst es, den Marxismus zu verteidigen ?, 132 pages 10,00 F
- 6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf, 74 pages 8,00 F

EN LANGUE ANGLAISE

- Série : « The Texts of the International Communist Party » :
 - 1. The Fundamentals of Revolutionary Communism 4,00 F
 - 2. Party and Class 5,00 F

EN LANGUE ESPAGNOLE

- Série : « Los textos del partido comunista internacional » :
 - 1. Los fundamentos del comunismo revolucionario 4,00 F
 - 2. Fuerza violencia dictadura en la lucha de clase 4,00 F
 - 3. Partido y clase 8,00 F

EN LANGUE PORTUGAISE

- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro 5,00 F
- Série : « Os textos do partido comunista internacional » :
 - 1. Teses características do partido: bases de adesão 3,00 F
 - 2. Lições das contra-revoluções 3,00 F
 - 3. Os fundamentos do comunismo revolucionario 5,00 F

Commandes : Editions Programme Communiste, 20, rue Jean-Bouton, Paris-12^e
 Paiement par chèque ou mandat à l'ordre de F. Gambini, ou virement au
 C.C.P. 2202-22 L Marseille (F. Gambini).

Envois : nous prenons à notre charge l'envoi en paquet non clos, au tarif « périodiques ». Pour les envois sous pli fermé, le spécifier expressément à la commande et ajouter 20 % pour frais d'envoi.

NOTRE PRESSE

EST EN VENTE :

BRUXELLES :
 "La Borgne Agassé"
 45, rue St Jean

LOUVAIN LA NEUVE :
 "Centre Galilée"
 Pl de Galilée

ANVERS :
 Free Press Bookshop
 Walstraat, 7

CHARLEROI :
 "Clunny"
 86, Bd Tirou

LIEGE :
 "L'autre livre"
 7, pl E. Dupont

MONS :
 Ch Fordham
 15, rue des Fripiers

GENT :
 - Universitaire Boekhandel
 20 St Amandstraat

- Boekenfonds Maruix
 Ajuinlei, 18

ATH :
 Noterman
 54, chaussée de Mons

HASSELT :
 Standaard Boekhandel
 9, Alderstraat

Pour toute correspondance en Belgique :

M. J.A. Boite Postale n^o 199 - 1060 BRUXELLES 6

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Octobre 1979

Prix 20 Fb